

n° 70

r é v o l u t i o n

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

mai 2006

www.jcr-red.org

Jeunesses communistes révolutionnaires

Prix
libre

la lutte paie



le combat continue !

Clearstream :
magouilles au
gouvernement -p.3

**Pas de
guerre
contre
l'Iran !** -p.4

Dossier :
après le
mouvement,
bilan &
perspectives
-p.6-7

**Réforme du
CESEDA :** non
à la préférence
nationale ! -p.8

Halte à la répression !

La répression du mouvement social du printemps 2006, c'est : 4350 arrestations, 1985 garde-à-vue, 637 mises en examen, 271 comparutions immédiates, 71 peines de prison ferme, 167 peines de prison avec sursis, de TIG ou de mise à l'épreuve (chiffres de la Chancellerie).

S'appuyer sur la victoire contre le CPE pour obtenir l'amnistie :

Le combat que nous avons mené était légitime, majoritaire et juste. Nous pouvons être fiers des actes qui nous ont conduits aux tribunaux, nous sommes légitimes face à un gouvernement décrédibilisé. Villepin a d'ailleurs dû céder sur le CPE.

Nous devons mettre en place une défense collective, politique et offensive pour construire le rapport de force face à la répression judiciaire : présence solidaire aux jugements, avocats militants, collectes et pétitions, sont de bons moyens de commencer.

Mais, face à l'ampleur de la répression, seule une loi d'amnistie pour tous peut représenter une victoire du mouvement social.

vais bloqueurs, « casseurs » et autres « extrémistes anarchistes ». Sarkozy (et les juges l'ont suivi) avait menacé de juger plus lourdement ceux qui ne sont pas étudiants, avant de s'imposer comme notre « protecteur » (à la manière des féodaux ?) contre les « bandes » (et autres qualificatifs racistes).

Pour unir notre camp social, nous demandons l'amnistie de tous ceux qui ont participé aux manifestations, actions, blocages et autres occupations (de facs, de gares, de ministères...) dans le cadre du mouvement social.

Armer les mouvements sociaux face à la répression

Les gouvernements du monde entier tentent de plus en plus de passer en force sur des mesures libérales. La répression est de plus en plus la seule réponse aux revendications de notre camp social, aux luttes des opprimés. De nouvelles lois répressives, comme le projet Raoult de rendre les organisateurs de toute action revendicative (manif, rassemblement, AG...) responsables de tout délit, de toute dégradation commise, sont mises en place dans toute l'Europe.

Les mouvements sociaux sont de plus en plus sévèrement réprimés. Rien qu'entre 2005 et 2006 : 40 lycéens sont passés en procès l'année dernière, le GIGN est intervenu deux fois contre les postiers en lutte (à Bègles, puis à Rennes), les bagagistes de Roissy en grève, ont été réquisitionnés par le préfet, la grève à la RTM a été interdite (avec astreinte et amende par jour de grève), le bateau occupé par les marins de la SNCM a été abordé par le GIGN.

Il faut armer politiquement le mouvement social pour répondre à la criminalisation du mouvement social, ainsi qu'à l'absence de plus en plus flagrante de démocratie, à préparer les confrontations à venir. Cela signifie gagner les arguments sur la légitimité des moyens dont les mouvements sociaux se dotent (défendre les piquets de blocages, par exemple), assurer la défense collective dès que la répression s'abat (recueillir des témoignages, donner des numéros d'avocats...), cela signifie surtout prendre en charge la confrontation face au gouvernement, au système, à la police.

Adrien, [Jussieu]

Une campagne nationale, politique et unitaire, pour l'amnistie des anti-CPE doit associer le plus largement possible, sans aucun autre préalable que l'amnistie pour tous. Interpellons les acteurs du mouvement (les militants et leurs organisations), ainsi que « l'opinion publique » (ceux qui n'ont pas directement participé au mouvement, mais qui nous soutenaient majoritairement), sur l'aspect injuste, arbitraire, de la répression et sur la nécessité d'une loi d'amnistie.

Organisons des manifestations pour l'amnistie dans tout le pays le 20 mai, et préparons-nous à mener une lutte de longue haleine contre la répression de ce mouvement, et de ceux à venir...

Amnistie pour tou-te-s !

Face à la force du mouvement, le gouvernement a essayé de nous diviser entre bons manifestants d'un côté, et mau-

Non à la répression !

Le mouvement lycéen de l'année dernière, la révolte des banlieues de novembre et le mouvement contre « la loi sur l'égalité des chances » et le CNE de ces derniers mois, ce sont tous soldés par une répression sans précédent. Les mesures prises par le gouvernement visent à criminaliser toutes les manifestations et actions organiser par les jeunes, à réprimer une jeunesse qui se conscientise et cherche le meilleur moyen d'action pour obtenir la victoire.

Aujourd'hui les politiques libérales ultra-violentes sont les seules réponses d'un gouvernement illégitime. Tous les différents moyens répressifs ont été utilisés pour mettre à mal la mobilisation, en mettant la pression sur les militants les plus actifs et en divisant le mouvement entre « les casseurs » et le reste de la jeunesse mobilisée. Tout au long du mouvement la police et les brigades anti criminalité étaient plus que présentes aux abords et à l'intérieur des manifestations. Pas une seconde de répit

Sylvain, [Toulouse]

Sur les lois d'amnistie

Nous revendiquons l'amnistie des personnes condamnées pour avoir participé à un mouvement social : printemps 2006, mais aussi révoltes des banlieues de novembre, faucheurs d'OGM, marins de la SNCM qui ont détourné un bateau, postiers de Bègles qui ont séquestré leur patron, lycéens du mouvement contre Fillon... Cette amnistie est plus que nécessaire, d'une part car le mouvement social est légitime, d'autre part pour pouvoir défendre l'ensemble des personnes condamnées, enfin parce qu'il est vital pour l'avenir des luttes de ne pas banaliser la répression : comment oser manifester si on risque de se retrouver en prison après ?

Généralement, les lois d'amnistie sont proclamées après chaque élection présidentielle. La « tradition républicaine » veut que le nouveau président accorde son pardon aux délinquants (même quand il en est un lui-même). Il est du reste étrange que la tradition repose en fait sur les pleins pouvoirs d'un président qui se comporte comme un roi tout puissant, ayant liberté

d'enfermement ou de libération de ses « citoyens sujets » !

D'ailleurs, l'amnistie peut être très partielle. En 2002, Chirac qui avait fait sa campagne sur des bases ultra-sécuritaires en a exclu tellement de cas (notamment « les délits d'outrages, de rébellion, de violences, d'injures et de diffamation commis sur les personnes dépositaires de l'autorité publique », « les dégradations et destructions aggravées - notamment celles commises sur des biens publics », les délits de la route, les infractions de salariés aux règles de l'entreprise, ...) qu'on se demande bien qui a été amnistié !

Le plus souvent, les lois d'amnistie portent sur ceux qui ont servi le pouvoir en place : faits de collaboration après la Seconde Guerre mondiale, putschistes et auteurs de crimes pendant la guerre d'Algérie...

Néanmoins, les amnisties de 1988 (Mitterrand) et de 1995 (Chirac) portaient sur les mouvements sociaux précédents (1986 contre la loi Devaquet, 1994 contre le CIP, 1993 contre Jospin - alors ministre de l'Éducation). Seule la grève de mai 68 a pu forcer une loi d'amnistie, dès le 23 mai, où de Gaulle était obligé d'amnistier les « infractions commises du 1er février au 15 mai en relation avec les événements survenus dans l'université et les manifestations auxquelles ils ont donné lieu. » Les mouvements des Kanaks en Nouvelle Calédonie en 1988 et 1990 ont aussi été amnistiés, Mitterrand cherchant à apaiser la situation. Évidemment, c'est aussi après s'être assuré de l'écrasement de la rébellion qu'il a consenti à ce geste.

Dans ce mouvement, nous avons montré que nous n'attendrions pas 2007 pour contrer les politiques de destruction sociale, et nous avons gagné sur un point. Alors, nous n'attendrions pas 2007 en espérant que Royal ou Sarko nous accordent, selon leur bon vouloir, une amnistie.

JB, [Nanterre]



Commerce équitable : un business comme les autres

La ministre déléguée au Commerce extérieur, Christine Lagarde, faisait jeudi 4 mai la promotion du commerce équitable à l'hypermarché Carrefour de Melun (Seine-et-Marne). Drôle de fonction pour une ministre que celle d'animatrice de supermarché, d'autant plus que de nombreuses associations de producteurs des pays du Sud dénoncent les groupes commerciaux qui s'emparent de leur image pour faire du profit, sans même respecter les normes du commerce dit « équitable » ! Les produits s'en réclamant ont augmenté de 50 % dans les grandes surfaces depuis un an. Alors plutôt que d'imposer d'autres normes aux firmes de l'agroalimentaire, le gouvernement préfère donner l'image d'une mondialisation à visage humain...

Alpha Blondy contre Sarkozy

Le chanteur ivoirien Alpha Blondy dénonce le projet de Sarkozy : « Cette notion d'immigration choisie, cet apartheid migratoire renvoient au temps des esclaves où les marchands choisissaient les plus vigoureux, ceux qui avaient les meilleures dents pour les faire venir en Occident. » Comme il le précise, « tant que les pays africains resteront instables, tant que nos matières premières seront confisquées, il y aura toujours des gens qui n'auront d'autre choix que de courir vers la France. Aucune loi ne pourra les en empêcher. » Et de conclure : « Monsieur Sarkozy joue les Le Pen. »

Répression à Angers

Comme partout en France, Sarko et ses hommes ont sévi contre le mouvement. Résultat : sept condamnations, donc deux de prison ferme (un mois et deux mois) et sursis, travaux d'intérêt général et amendes pour les autres. Cinq procès auront lieu en juin-juillet suite à des convocations : un apprenti le 7 juin, un précaire le 4 juillet, une étudiante le 7 juillet, deux précaires le 13 juillet. Les faits reprochés ? Dégradation de lieux publics (dépavage, tags sur le MEDEF)...

Un collectif anti-répression s'est monté (car49@no-log.org). Des manifs auront lieu les jours de procès devant le palais de justice.



Le Forum social européen Un point d'appui pour coordonner nos luttes !

Le 4e Forum Social Européen s'est tenu du 4 au 7 mai à Athènes. Des militants de toute l'Europe et d'autres pays du monde se sont réunis pendant quatre jours pour discuter de la situation politique, de différentes luttes que nous avons menées cette année, de quelle autre société construire et de comment coordonner la riposte contre la classe dirigeante à l'échelle internationale. Tous les participants étaient en demande d'explications sur le mouvement que nous avons mené pendant trois mois contre le CPE, le CNE et la loi sur l'égalité des chances, qui a été un encouragement pour tous les militants à l'échelle internationale. Nous avons fait trois introductions lors des débats : une sur le mouvement dans les lycées lors d'un séminaire d'ouverture sur les luttes contre le néolibéralisme, une autre dans un séminaire sur

l'éducation, ainsi qu'une introduction dans le cadre du séminaire organisé par les jeunes de la quatrième internationale sur les luttes étudiantes et les attaques contre l'université. Lors de ce séminaire a été discuté d'appeler à une journée internationale de manifestation le 17 novembre contre le processus de Bologne (LMD) et la précarité. Une réunion internationale des étudiants se retrouvant dans l'appel lancé se tiendra en octobre à Paris (ou éventuellement à Rome).

Le samedi, tous les participants au FSE ont manifesté dans Athènes contre le libéralisme, la guerre et le racisme.

Le dimanche a eu lieu l'Assemblée des mouvements sociaux qui a appelé en septembre à une semaine de mobilisation contre la guerre, à manifester le 7 octobre pour le droit des migrants, et à participer en janvier 2007 au Forum social mondial de Nairobi et en juin 2007 contre le sommet du G8 en Allemagne.

Ce FSE nous a permis de tisser des liens avec des militants d'autres pays. Face aux attaques du capitalisme organisé à l'échelle internationale, il est nécessaire de nous coordonner à l'échelle internationale. La prochaine étape sera les Rencontres Internationales de Jeunes cet été en Italie.

Laure, [Nanterre]



Clearstream: ces mafieux qui nous gouvernent

Déjà carbonisé par sa défaite sur le CPE, Dominique de Villepin pourrait bien voir sa courte carrière de premier ministre s'achever avec l'affaire Clearstream. Cet imbroglio où se mêlent barbouzeries, dénonciations et mensonges d'État prend en effet la tournure d'un Watergate à la française. Et pour cause! Des personnalités de l'opposition au chef de l'État en passant par des stars du show-biz, des services secrets aux grandes entreprises d'armement, tout le monde semble mouillé dans cette affaire aux allures de polar, et plus particulièrement le premier ministre.

« Ca y est, on le tient! »

Le 9 janvier 2004, le général Rondot, chargé du renseignement au ministère de la défense, est convoqué par Villepin, alors ministre des affaires étrangères. Gergorin, vice président d'EADS (ex-Thomson) et grand ami de ce dernier, est également présent (à quel titre? mystère). D'après les notes de Rondot prises lors de cette réunion, et révélées par Le Monde le 28 avril 2006, Villepin affirme avoir reçu des instructions de Chirac (sans que Raffarin soit au courant) pour ordonner à Rondot (qui n'est censé recevoir des ordres que du ministère de la Défense) d'enquêter sur des personnalités politiques figurant sur un listing provenant de la société Clearstream I, dont... Nicolas Sarkozy, sans que celui-ci ne soit prévenu! Les notes de Rondot, saisies en mars par la justice, sont assez claires: « *Enjeu politique: N. Sarkozy. Fixation sur N. Sarkozy (cf. Conflit J. Chirac/N. Sarkozy). Méfiance!* ». Quelques mois plus tard, Rondot apprend que les fameux listings mentionnant des personnalités politiques (dont DSK, Madelin, Rocard, Chevènement...) sont des faux. Villepin ne pouvait l'ignorer, mais a laissé les juges Van Ruymbeke et de Talancé, chargés de l'instruction, continuer leur enquête sur les personnalités mentionnées sur



les listings falsifiés, confortés en cela par les lettres anonymes d'un corbeau, soupçonné de n'être autre que Gergorin. Villepin se réjouit alors de la situation, et aurait même déclaré devant Raffarin, alors premier ministre: « *Ca y est, on le tient!* » « *Sarkozy est fini. Si les journaux font leur travail et s'ils ont des couilles, il ne survivra pas à cette affaire.* »

Ce dont est soupçonné Villepin aujourd'hui, c'est de s'être appuyé sur des documents (les listings de Clearstream) qu'il savait être faux, pour tenter de mouiller Sarkozy dans une affaire de cor-

ruption (dans laquelle il semble innocent) au moment où celui-ci n'avait pas encore pris la présidence de l'UMP.

Villepin, démission!

La seule chose qui semble claire dans cette affaire, c'est qu'elle a servi de toile de fond à la rivalité entre Sarkozy et Chirac (par l'intermédiaire de Villepin), dans la bataille pour le contrôle de la droite, avec comme perspective la candidature pour 2007. Les protagonistes n'ont pas hésité, dans une bataille interne au parti majoritaire, à utiliser les services de l'État et à mentir au moins par omission à la justice, dans le but d'éliminer un ou des adversaires politiques.

Le fait que l'affaire explose au grand jour aujourd'hui semble être un hasard du calendrier: Sarkozy et d'autres personnalités s'étaient en effet constitués partie civile en janvier 2006, d'où les perquisitions qui ont eu lieu en mars au siège des services secrets (la DGSE), au ministère de la Défense, au siège d'EADS, et chez le général Rondot, où ont été saisies les fameuses notes qui seront révélées par Le Monde le 28 avril.

Toujours est-il que cette affaire survient à un moment où Villepin est plus affaibli que jamais: après sa défaite sur le CPE, où il a échoué à faire appliquer jusqu'au bout les vœux du MEDEF, il est désormais délégitimé dans son propre camp, qui voit d'un mauvais œil ce Watergate à la française. Nombre de députés UMP ne veulent plus de ce premier ministre qui compromet gravement leurs chances d'être réélus en 2007. D'autant que sa position devient intenable: il risque en effet d'être entendu par les juges dans les jours qui viennent...

Même le PS, qui au plus fort du mouvement contre le CPE et la précarité, n'appelait pas au départ du gouvernement, le fait aujourd'hui. Cette affaire d'État ne fait que renforcer la crise d'un régime dont on voit que

les institutions ne servent qu'à la comédie du pouvoir. Et ses acteurs semblent bien éloignés de nos préoccupations quotidiennes... Plus que jamais, Villepin doit partir et emmener avec lui sa majorité qui, quel que soit son clan ou sa « famille », se fout de nos vies!

Ramon, [Censier]

Note:

1. Organisme bancaire de compensation basé à Luxembourg, par lequel auraient transité des commissions occultes dans l'affaire de la vente des frégates à Taiwan par la société Thomson, en 1991.

Nous sortons à peine d'un mouvement historique : 3 mois de révolte massive et radicale de la jeunesse contre la politique des classes dirigeantes. Cela nous laisse à tous un goût d'inachevé... mais aussi et surtout un goût de victoire !

En effet, même s'il n'y a pas eu de grève générale, et si le CNE, la Loi dite d'Égalité des Chances et le gouvernement restent en place (pour le moment...), c'est bien le premier recul imposé à un gouvernement par la lutte, depuis 1995.

Il y a deux leçons à en tirer : 1) la lutte paye, et 2) on a encore beaucoup de pain sur la planche !

Sur le deuxième aspect, il suffit de suivre l'actualité : répression contre les grévistes, loi CESEDA contre les étrangers, menaces de bombardements contre l'Iran... Le point commun à toutes ces attaques, c'est la volonté de renforcer le pouvoir des classes dirigeantes : en envoyant en taule une partie des grévistes, pour démoraliser les autres, en transformant les étrangers en simples marchandises importables et exportables à volonté, en empêchant les pays qu'elles ne contrôlent pas d'acquérir l'énergie atomique ...

Mais les 3 mois de lutte acharnée, se finissant par le retrait du CPE, ont changé beaucoup de choses. Nous abordons les prochaines épreuves de force dans une situation bien différente d'il y a quelques mois : nous sommes maintenant des centaines de milliers à avoir fait l'expérience d'AG, de blocages, de manifs de masse, d'actions, du lien avec les salariés... Et tous ces acquis, répandus à une si large échelle, sont des points d'appui fondamentaux pour construire les mobilisations nécessaires contre la répression et CESEDA, et en profiter pour dégager ce gouvernement tellement détesté et illégitime.

D'ailleurs, si le duo Chirac-Villepin est si impopulaire, et s'ils sont tellement embourbés dans « l'affaire Clearstream » qu'ils y risquent leur place, c'est avant tout parce que notre mouvement les a profondément ébranlés (sans épargner Sarkozy).

Alors prenons appui sur leur premier recul, et sur tout ce que ce mouvement nous a apporté, et finissons-en avec ce gouvernement et ses lois racistes et répressives !

1er mai 2006

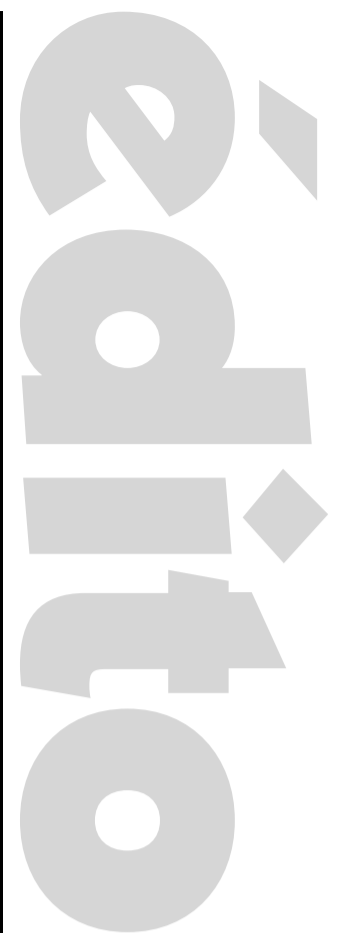
Dans la plupart des villes, les jeunes ont défilé en tête de manifestation, souvent devant les cortèges syndicaux, pour cette journée du 1er mai. La plupart des personnes présentes avaient été actives pendant le mouvement et le message à faire passer au gouvernement et au MEDEF était clair: CPE on t'a eu, CNE, LEC, CESEDA, Villepin et Sarkozy, on vous aura.

Des cortèges de jeunes et de salariés étaient présents, mais aussi un important cortège du collectif de lutte contre l'immigration jetable, qui montre bien que les luttes internationalistes et contre la précarité ne sont pas prêtes de s'arrêter. La mobilisation des jeunes et des travailleurs était relativement faible, mais l'ensemble traduisait d'une volonté d'en finir avec le chômage et la précarité, tout en fêtant la première victoire significative obtenue depuis plus de 10 ans sur un gouvernement.

Un 1er mai qui était donc loin des 3 millions de manifestants du 28 mars et du 4 avril, mais qui prend note de la victoire du CPE et rassemble les forces pour les batailles à venir.

Jeunes, salariés, travailleurs immigrés, tous unis contre la précarité, le chômage et l'exploitation!

Adrien (Jussieu)



Sommaire

Monde

Aujourd'hui en Irak, demain en Iran?	4
Palestine: le chantage des impérialistes	4
Mobilisation des Latinos	5
Berlusconi perd... mais rien ne change!	5
Un printemps rouge au Népal	5
Déby: l'homme de la France	5

Dossier « Après un mouvement historique, bilan et perspectives »

Hexagone

Ensemble contre la loi Sarko!	8
Seconde Marche des Indigènes de la République le 8 mai	8
Pour un service public de l'électricité, sans nucléaire!	9
L'impasse de la voie Royal	9
Leur politique n'est pas une fatalité	9
Construction des collectifs anti-libéraux	9

Formation

Démocratie socialiste	10
-----------------------	----

Sexualité

1968 et la révolution sexuelle: que reste-t-il de nos plaisirs?	11
---	----

Kultur

V pour vendetta	11
-----------------	----



Aujourd'hui en Irak, demain en Iran ?

Les gesticulations des dirigeants occidentaux à propos de l'Irak ont un air de déjà-vu: on désigne un ennemi public n° 1, on monte la tête de l'opinion en faisant croire que son armement pourrait menacer la sécurité mondiale, on commence par des résolutions agressives de l'ONU... et on aboutit à un bain de sang, avec des profits juteux à la clé pour les multinationales. Ca ne vous rappelle rien? Pour éviter le remake hollywoodien d'un film d'horreur sordide, autant bien connaître les scénarios possibles.

La folie des grands hommes

Alors il y aurait sur la planète un chef d'État encore plus illuminé et dangereux que George W. Bush. Mahmoud Ahmadinejad, président iranien, serait un nouvel Hitler prêt à exterminer les Juifs et à faire sauter la planète à coup de bombes nucléaires. C'est vrai qu'il partage avec Bush une attente symétrique et morbide de l'Apocalypse: les Élus survivront, les autres disparaîtront dans des souffrances atroces. C'est pour ça qu'il est urgent de se débarrasser de ces deux-là. Sauf qu'il y a déjà eu pas mal d'interventions US meurtrières avant que Bush n'aille voir Armageddon au cinéma, et que n'importe quel autre président états-unien serait également poussé à la guerre. Et puis, il y a d'autres chefs d'États un peu fous qui détiennent l'arme nucléaire, non ?

Le nucléaire

L'Irak a signé le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et accepté de laisser des observateurs internationaux visiter ses installations. Téhéran a toujours affirmé vouloir enrichir l'uranium présent en quantité dans son sous-sol pour

produire du nucléaire civil. En revanche, un certain nombre d'États disposent de l'arme nucléaire. Les États-Unis, d'abord, qui s'en sont servi les premiers sur les populations d'Hiroshima et de Nagasaki et qui ont toujours refusé tout contrôle de ses installations. Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, ensuite, vous savez ceux qui parlent de sanctionner l'Irak...

Et l'Inde et le Pakistan, armés successivement par la France et les USA, et à deux doigts d'appuyer sur le bouton il n'y a pas si longtemps. Et Israël, qui lui, n'a jamais signé le TNP, mais menace régulièrement de bombarder ses voisins, et l'a déjà fait quelques fois. C'est d'ailleurs la colonisation israélienne qui est la principale cause de l'antisémitisme dans la région depuis l'expulsion des Palestiniens en 1948. Enfin, souvenons-nous qu'après des années de menaces d'intervention l'Irak a quelques raisons de chercher à obtenir la dissuasion nucléaire pour éviter d'être bombardé, mais que ce n'est pas demain la veille qu'il l'obtiendra les technologies nécessaires, si on en croit la plupart des experts sérieux, même aux États-Unis.

Le pétrole

Les prétextes n'étant donc que des prétextes, il faut chercher ailleurs pourquoi c'est l'Irak qui est la cible cette fois-ci. Israël, même armé jusqu'aux dents, ne suffit pas aux USA pour contrôler tout le pétrole de la région. Dans les années 70, le chah d'Irak était leur allié, d'ailleurs un consortium états-unien avait commencé à développer le nucléaire en Iran. Après la révolution islamique en 1979, il a fallu reprendre la main. Ils ont donc armé l'Irak contre l'Irak dans les années 1980, plusieurs millions de morts, écrasé l'Irak à coups de guerres et d'embargo dans les années 1990, plusieurs millions de morts,

il est logique qu'ils veuillent maintenant finir le boulot. En cas de guerre, l'un des premiers objectifs serait de prendre le contrôle de la province du Khuzestân, à la frontière de l'Irak et qui recèle 90 % du pétrole iranien, et par la même occasion de sécuriser le détroit d'Ormuz, par lequel transite une bonne partie du pétrole mondial. Et ça devient urgent, parce qu'en mars a circulé la rumeur d'une bourse pétrolière en euro, qui briserait le monopole du dollar et plongerait immédiatement les USA dans une grave crise économique.

Vers une troisième guerre mondiale

On peut remarquer que la Russie et la Chine freinent les résolutions de l'Onu qui menacent de sanctionner l'Irak. Ce n'est pas par humanisme. La Chine devient un rival sérieux des USA un peu partout sur la planète, notamment en matière de contrats énergétiques. La Russie fournit à l'Irak le matériel pour ses installations nucléaires. Si on se rappelle les guerres de Yougoslavie et d'Irak, le scénario était le même: un petit pays refuse de privatiser ses ressources et d'ouvrir son économie aux multinationales, la Russie et la Chine commercent avec lui, les USA bombardent pour montrer qui est le plus fort. Certes, les États-Unis continuent d'avoir la suprématie militaire, mais ses concurrents contestent de plus en plus son hégémonie sur le monde, et ça pourrait finir par se régler à coup de flingues... nucléaires pour le coup.

La seule issue possible pour éviter le film d'horreur, c'est la mobilisation des peuples. Ceux d'Irak et des États-Unis, qui manifestent régulièrement contre la politique de leurs dirigeants et qu'on essaie d'aveugler par le nationalisme. Ceux du

Venezuela et de Bolivie, qui ont réussi à imposer l'utilisation de leurs ressources énergétiques pour financer des programmes sociaux malgré les menaces états-uniennes. L'aviation US ne peut pas bombarder l'ensemble de la planète en même temps, alors si on s'y met tous...

Vincent, [Marseille]

À lire en ce moment:

<http://agircontrelaguerre.free.fr/>, notamment Une Troisième Guerre Mondiale, sinon rien: les implications d'une attaque US, et Pourquoi l'Irak?

Darfour: des accords peu convaincants

Le pouvoir soudanais a conclu le 6 mai un accord avec l'Armée de Libération du Soudan (ALS), principale force rebelle du pays. Un pas vers la paix, après plus de trois ans de guerre, 200 000 victimes et plus de deux millions de déplacés? Pas forcément. C'est l'Union Africaine qui a préparé le traité. Or, ceux qui la composent sont des gouvernements ouvertement liés aux pays impérialistes, ceux-là même qui entretiennent le conflit au Darfour... Probable que la base ne suivra pas ces accords imposés par en haut. Déjà, la faction Abdulwaheed Al-Nur de l'ALS et le Mouvement pour l'égalité et la justice (MEJ) ont refusé de les signer.

Afghanistan: 5 ans de guerre, on n'oublie pas!

Vous vous souvenez de l'Afghanistan? Ce pays que les États-Unis et la France avaient envahi après le 11 septembre 2001... Depuis, les violences et les attentats sont quasi-quotidiens contre les 30 000 militaires internationaux toujours présents là-bas. Le 6 mai deux militaires ont été tués à Kaboul, le 5 mai, un hélicoptère américain s'est écrasé dans une montagne, tuant ses 10 occupants, le 1er mai, 20 civils avaient été tués par des militaires canadiens... Il est plus que temps que les militaires dégagent du pays et rentrent chez eux!

Vatican: retour des troupes en Suisses!

Le 6 mai, le pape Benoît XVI a rendu grâce aux gardes suisses qui assurent sa « protection » depuis 500 ans. Il est plus que temps que les militaires dégagent du Vatican et qu'on en finisse avec le pape!

Prodi et Berlusconi, copains comme cochons...

Romano Prodi et Silvio Berlusconi tentent cette fois de se mettre d'accord sur un candidat à l'élection présidentielle. Après les élections législatives, qui ont coupé le pays en deux, l'idée est de trouver un candidat qui fasse consensus. On suppose que l'étape suivante sera de mettre en place une politique qui fasse consensus entre la gauche et la droite. Fort à parier que ça ne va pas améliorer le sort des jeunes et des travailleurs en Italie...

Un Zapatour vers la classe ouvrière

Depuis 4 mois, les zapatistes mexicains sont partis à la rencontre des travailleurs. Il s'agit d'un périple « à travers les ruines du néolibéralisme », en forme de contre-campagne présidentielle. Ainsi, une première « rencontre nationale ouvrière » a réuni plus d'un millier de salariés et de militants à Mexico, avant que le cortège de l'extrême gauche en réunisse plus de 10 000 le 1er mai.

C'est un tournant politique majeur pour les zapatistes, jusque-là cantonnés dans leur forêt au Chiapas. Comme le dit Marcos, cette « autre campagne sera vraiment anticapitaliste quand elle s'unira aux ouvriers ».

Palestine: un odieux chantage des impérialistes

Depuis qu'elle existe, l'Autorité Palestinienne a été dirigée par le Fatah de Yasser Arafat et Mahmoud Abbas. Elle est née des accords d'Oslo, qui ne reconnaissaient pas le droit au retour des réfugiés et n'accordaient au peuple palestinien qu'une partie extrêmement réduite de ses terres. Elle n'a jamais réellement défendu les intérêts de la majorité du peuple mais ceux d'une minorité de riches (Arafat était parmi les 10 plus grandes fortunes mondiales, Abbas possède des entreprises de bâtiment qui construisent des camps de réfugiés et même une partie du mûr de séparation!). Vis-à-vis de l'extérieur, l'Autorité palestinienne a eu pour rôle de canaliser les révoltes en emprisonnant des leaders plus radicaux.

Quoi qu'on pense du Hamas et de son projet, on ne peut comprendre sa victoire sans ce contexte. Les réactions du Quartet (États-Unis, Union Européenne, Russie, ONU) sont celles d'un groupe qui a peur de perdre sa mainmise sur le Proche Orient. Le défaut des dirigeants du Hamas, ce n'est pas d'être des terroristes ou des fondamentalistes – les pays impérialistes en fréquentent d'autres! – mais c'est de ne pas appartenir à un club de milliardaires fréquentant le forum économique de Davos.

Les États-Unis et l'Union Européenne ont donc suspendu leurs aides à l'Autorité palestinienne, l'empêchant notamment

de payer ses fonctionnaires. Elle estime ses besoins à 170 millions de dollars par mois pour gérer l'administration, dont 115 millions pour payer les salaires, et sa dette est de 1,7 milliard de dollars.

Chirac, toujours en recherche d'une nouvelle blague, a proposé l'ouverture d'un compte à la Banque Mondiale, pour financer les Palestiniens. Cela aurait permis d'écarter le gouvernement du contrôle des fonds... En gros, un gouvernement élu démocratiquement ne serait pas souverain quant à son propre budget!

Ce qu'il reste, c'est le don d'urgence de 90 millions de dollars de l'Arabie saoudite et celui de l'Irak de 50 millions de dollars. Le président du Parlement iranien, Gholam Ali Hadad Adel a déclaré: « Notre but [est] de condamner les atrocités continues commises par le régime sioniste et [d'] exprimer notre soutien au peuple palestinien après leurs élections libres, à l'issue desquelles ils ont choisi le Hamas. » Difficile de contrer cet argument, d'autant qu'un récent sondage révèle que 46 % des Palestiniens soutiennent le Hamas, contre 43 % il y a un mois.

La politique des impérialistes? Renforcer l'isolement des Palestiniens, et finalement les renvoyer définitivement du côté des États intégristes... Efficace, non ?

JB, [Nanterre]

Mobilisation des Latinos

Ce 1er mai, qui n'est pas un jour férié aux États-Unis, des centaines de milliers de personnes ont manifesté, dans plusieurs villes du pays, contre le projet de loi HR4437 relatif à l'immigration clandestine. Le succès de ces manifestations est le résultat d'une grande journée de grève et de boycott appelée par les Sans-papiers latino-américains.

Le but de cette journée était de bloquer toute une partie de l'économie étasunienne pour montrer que les immigrés clandestins, qui sont au nombre de 12 millions dans le pays, sont essentiels à la vie économique des USA. En effet, l'objectif de cette loi est de criminaliser l'immigration clandestine jusqu'alors considérée comme une simple infraction. Cette journée de boycott n'est pas la première organisée par les immigrés latino-américains (qui représentent 78 % des Sans-papiers), mais fait suite à un mouvement marqué par la journée du 25 mars qui a réuni 1 million de personnes à Los Angeles et a vu des manifestations se dérouler dans plus de 130 villes.

Ce mouvement ne vient évidemment



pas de nulle part, il est la conséquence d'une aggravation croissante de la situation des populations issues de l'immigration latino-américaine depuis les années 60. Les travailleurs immigrés sont très souvent réduits à une extrême précarité et confinés dans des secteurs d'activité tels que la construction, la restauration, la distribution ou encore l'agriculture qui fut le secteur le plus touché par la grève. Le groupe viticole Gallio en Californie a dû fermer certains de ses sites faute de personnel. Mais les travailleurs n'étaient pas les seuls à se mobiliser. Ils ont été rejoints par des milliers d'étudiants et de lycéens,

notamment à Los Angeles et à Chicago où 20 à 30 % de la jeunesse scolarisée s'est mise en grève.

Que ce soit aux États-Unis avec le HR4437 ou en France avec la loi CESEDA, le projet du patronat est le même dans tous les pays riches: avoir à sa disposition de la main-d'œuvre malléable et sous-payée en réduisant les immigrés à de la marchandise que l'on prend et que l'on jette à souhait.

Zineb, [Jussieu]

Berlusconi perd... mais rien ne change !

Les 9 et 10 avril derniers Romano Prodi, leader de la coalition *Unione* de centre gauche, est arrivé en tête aux élections législatives qui se sont déroulées en Italie. Cette victoire pour la coalition qui affrontait Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi (droite et extrême droite), s'est faite à une très courte majorité des voix avec 0,06 % d'avance soit 24755 voix sur 35 millions exprimées. Un grand battage médiatique a eu lieu lors de l'élection, pour savoir si le résultat était truqué, mais Berlusconi, malgré son quasi-monopole sur les médias italiens, n'a pas pu empêcher Prodi d'arriver à la tête du pays. Ce changement de gouvernement va-t-il amener à une rupture avec la politique ultra-libérale et ultra pro-patronale que Berlusconi menait jusque-là? Malheureusement, force est de constater qu'il n'en sera probablement rien.

Prodi: une politique au service du patronat

Romano Prodi a été jusqu'en 2004 le président de la Commission Européenne. Rien d'étonnant dès lors qu'il continue à appliquer dans son pays la même politique libérale que celle qui sévit en Europe actuellement. Ainsi, il a déclaré qu'il n'abrogerait aucune des lois imposant la précarisation du travail, qu'il ne remettrait pas en cause les nombreuses privatisations réalisées jusqu'alors et qu'il ne ferait rien pour améliorer les services publics que Berlusconi laisse dévaster derrière lui. Son grand credo pour sortir l'Italie de la crise est la « réduction du coût du travail ». On voit déjà venir à grands pas la baisse des salaires que préfigure cette politique. De plus, le programme de l'Unione (la coalition de Prodi) soutient le pacte de stabilité et le consensus de Lisbonne (oui, oui, il s'agit bien de ce même consensus dont est issu le CPE!) ainsi que la perspective

d'une armée européenne; le texte parle aussi expressément d'une privatisation et d'une libéralisation de l'économie. En bref, c'est bel et bien une politique au service du patronat qui va être menée dans les prochaines années.

Anticapitalistes !

La construction d'une gauche anticapitaliste en Italie apparaît dès lors de plus en plus nécessaire chaque jour. Malheureusement, le PRC (Parti de la Refondation Communiste) a décidé de porter le même programme que l'Unione dans les urnes, cautionnant ainsi une orientation politique directement tournée contre les intérêts des travailleurs et de la majorité de la population. En ayant cette attitude, le PRC risque de se retrouver à l'avenir dans un gouvernement qui applique des contre-réformes contestées par les luttes sociales qui (nous l'espérons!) éclateront dans le pays.

Partir sur des bases clairement anticapitalistes pour fonder un parti au service des travailleurs, qui permettent de contrer Berlusconi et d'offrir les conditions d'une transformation de la société, telle est la tâche que se sont fixée nos camarades de la section italienne de la Quatrième Internationale (dont la LCR fait partie). Ils interviennent actuellement au sein du courant Sinistra Critica (Gauche Critique) à l'intérieur du PRC pour proposer un manifeste programmatique « pour une gauche anticapitaliste », articulé autour de 10 mesures d'urgences (abrogation des lois Berlusconi, augmentation des salaires, régularisation des Sans-papiers, lutte pour les droits des Palestiniens ...) qui posent les bases d'une gauche de lutte aujourd'hui devenue indispensable en Italie.

Damien, [Lille]

Un printemps rouge au Népal

Le Népal connaît ces derniers mois une crise sans précédent. Cette crise ouvre des perspectives nouvelles dans l'un des pays les plus pauvres de la planète (un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté).

Une lutte pour la démocratie...

La guerre civile entre la monarchie constitutionnelle et la résistance maoïste dure depuis 1994. La guérilla regroupe 10000 à 15000 membres dans le pays, principalement sous la direction du Parti Communiste du Népal - Maoïste (PCNM). En mai 2002, le Roi Gyanendra a dissous le Parlement népalais. Début février 2005, il a pris les pleins pouvoirs et fait emprisonner les leaders des principaux partis du pays. Il a ensuite instauré l'État d'urgence et suspendu les droits fondamentaux. En novembre dernier, les sept partis d'opposition ont conclu une alliance avec le PCNM pour rétablir la démocratie.

Une grève générale est déclenchée le 6 avril partout dans le pays. La réponse du Pouvoir est de faire arrêter des centaines de manifestants, d'instaurer des couvre-feux et de couper les réseaux de téléphones portables. Le 11 avril, ce sont 50000 Népalais qui descendent dans la rue. La répression est sanglante: des centaines de personnes sont tuées.

Mais cela n'a pas arrêté la résistance. Les manifestations se sont amplifiées: le 22 avril, ce sont des centaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans les rues aux cris de « nous voulons une république, nous ne voulons pas de roi ! »

le roi a été forcé de rétablir le Parlement le 24 avril et a annoncé un cessez-le-feu contre les rebelles, pour en finir avec la grève générale qui paralysait le pays.

Approfondir la crise !

Les principaux partis d'oppositions se contentent du retour à la monarchie constitutionnelle et veulent enterrer le mouvement, alors qu'aucun problème n'a été résolu. Même le PCNM veut renouer le dialogue avec la monarchie. 78 % des Népalais vivent de l'agriculture et cela représente 38 % de l'économie du pays. Pourtant, aucune réforme agraire, telle qu'une répartition des terres cultivables, n'est prévue actuellement. Il paraît difficile de parler de paix et de démocratie lorsque les trois-quarts de la population sont surexploités. Et ce ne sont certainement pas les députés des villes qui s'occuperont de ce problème!



Quelques enseignements de ce mouvement...

C'est la grève générale des travailleurs, en lien avec une forte mobilisation dans les campagnes qui a fait plier le gouvernement. Bien que les travailleurs ne représentent que 6 % des Népalais, ils ont montré leur force. Il faudrait que la grève générale continue pour instaurer une véritable démocratie au Népal, une démocratie où les salariés et les paysans décident eux-mêmes de ce qu'ils veulent faire de leur pays... Aujourd'hui, l'expérience de la grève générale et les manifestations de masse seront un point d'appui pour les futures mobilisations des Népalais.

Bernardo, [Jussieu]

Déby: l'homme de la France

On croit peut-être que l'époque de la France impérialiste est révolue, et bien non: la France mène toujours sa politique franc africaine en mettant

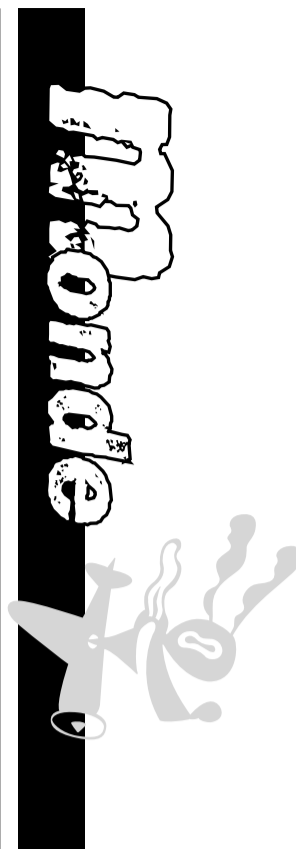
au pouvoir les despotes qui l'arrangent et cela depuis la pseudo « décolonisation ». Dernier exemple en date, le Tchad où la France soutient Idriss Déby, ancien chef d'état-major formé à l'école de guerre de Paris, qui succéda en 1990 à Hissène Habré aujourd'hui poursuivi pour tortures et crimes contre l'Humanité. Déby est actuellement fragilisé par la maladie et affaibli par l'abandon de bon nombre de ses proches qui mènent avec d'autres la rébellion armée au Nord, à l'Est et au Sud du Tchad. Le dictateur, dans une situation difficile, décide en juin 2005 avec l'appui de la France de modifier la Constitution afin de se représenter pour une 3e fois et convoiter un nouveau mandat. Les partis d'opposition ainsi que les ONG condamnent et boycottent ce scrutin, qui était prévu pour le 3 mai. Quant aux rebelles, ils ont intensifiés leurs attaques et ont réussi à atteindre la capitale, N'Djamena.

La France, qui a depuis 1986 1200 soldats sur le territoire, dans le cadre du dispositif Épervier, est intervenue dans la nuit du 14 mars dernier. Elle nie publiquement

être intervenue mais obtient de l'ONU et de l'UE la condamnation de la tentative de coup d'État. Elle a aussi fait venir du Gabon 150 soldats supplémentaires sous prétexte de protéger ses ressortissants.

L'intérêt porté au Tchad par la France mais aussi par la « Communauté Internationale » est bien entendu dû à ses ressources naturelles importantes. La Banque Mondiale, intéressée par la réalisation d'un pipeline Tchad-Cameroun et soucieuse que le pétrole tchadien soit contrôlé par Exxon Mobil, passe des accords avec le dictateur en lui laissant des miettes. Mais Déby se défait vite de ces accords et demande que le pourcentage sur le pétrole revenant au Tchad augmente, afin d'accroître ses propres recettes. Dans ce contexte, la Banque Mondiale semble enfin « reconnaître » les magouilles du dictateur et décide donc d'arrêter les prêts et certaines aides au Tchad. Déby menace, lui, d'arrêter la production de pétrole. La France quant à elle, a bien sûr d'énormes intérêts liés au pétrole tchadien et participe activement aux trafics et crimes du dictateur qui pille et assassine le peuple tchadien. Luttons contre la politique impérialiste que mène le gouvernement dans les anciennes colonies.

Mina, [Nanterre]



De Bahreïn aux Émirats: Mukhawama! (« Résistance » en arabe)

Depuis quelques mois, les pétromonarchies du Golfe (Émirats Arabes Unis, Qatar, Bahreïn...) sont secouées par des grèves ouvrières.

Ainsi, fin mars aux Émirats, ce sont 2500 travailleurs qui ont fait grève et renversé des voitures pendant 48 heures, sur le chantier de la future plus haute tour du monde. Fin avril, des émeutes ont éclaté sur un autre chantier de gratte-ciel et se sont propagées spontanément vers le chantier d'un nouveau terminal de l'aéroport (ce qui fait pas moins de 8 émeutes ouvrières en 6 mois). Pas étonnant quand on sait que 80 % de la population du pays est constituée de ces travailleurs sans droits.

Au Bahreïn, 2500 travailleurs immigrés du pétrole se sont mis en grève, quand un des travailleurs a été frappé par son supérieur. Rapidement, les revendications se sont concentrées sur l'amélioration des conditions de travail. La grève s'est conclue au bout de deux jours d'arrêt total du travail, par un accord sur une hausse de salaires de 5 %.

Retour d'Ecosse

L'Ecosse a été un des pays les plus marqués par la politique destructrice de Thatcher. Toutes les réformes que le gouvernement nous fait subir, l'Ecosse les a déjà expérimentées dans les années 80. Tous les jeunes sont contraints de travailler pour financer leurs études... La résistance au libéralisme s'est organisée. Après sept années de travail en commun, différentes organisations révolutionnaires et radicales se sont réunies au sein du Parti Socialiste d'Ecosse (Scottish Socialist Party - SSP) en 1997. Les jeunes révolutionnaires sont organisés au sein d'une organisation de jeunesse, le SSY (Scottish Socialist Youth).

Aujourd'hui, la politique militaire de Blair demande beaucoup d'hommes à envoyer en Irak et bientôt en Iran. Les conditions de travail sont dramatiques et une nouvelle réforme des retraites va plonger dans la pauvreté des milliers d'écossais. Entre les emplois sous-payés et l'armée, l'avenir n'est pas brillant. Le SSP vient de lancer une campagne « le peuple pas des profits ». À ses côtés, le SSY se bat pour mettre fin aux emplois sous-payés. C'est dans ce cadre qu'un camarade des JCR a été invité pour une série de meetings à Edimbourg et à Glasgow, pour transmettre l'expérience que nous avons acquis durant le mouvement anti-CPE.

Ceci nous a permis de renforcer les liens entre les JCR et le SSY, de confirmer que les travailleurs de tous les pays devraient s'unir pour lutter tous ensemble contre le capitalisme. Une délégation du SSY sera présente aux Rencontres Internationales de Jeunes cet été, pour faire un bilan de nos campagnes et continuer à faire vivre concrètement l'internationalisme.

Nous venons de vivre un mouvement sans précédent pour notre génération. Celui-ci ne vient pas de nulle part : il a eu lieu dans le prolongement des mouvements qui se succèdent depuis 2002. Première expérience militante pour beaucoup, il est en tout cas une première victoire depuis 1995 et démontre que la lutte peut payer. Cette démonstration, nous ne l'avons pas faite qu'à nous-mêmes, mais aussi aux salariés qui nous ont soutenus et avaient combattu, en 2003 notamment. Nous l'avons aussi faite aux moins confiants d'entre nous, qui pensaient qu'un mouvement était forcément voué à l'échec. Nous l'avons enfin faite au gouvernement, qui se croyait tout puissant et au patronat dont l'arrogance ne cessait de s'accroître depuis des années.

Tout cela est le fruit du mouvement, de ses modes d'organisation et d'action, de son unité, de son dynamisme. Tout cela appelle un retour précis sur ce que nous avons vécu, et des perspectives pour notre génération.

En finir avec ce gouvernement !

Pour la première fois depuis le début de la guerre sociale déclenchée par les gouvernements Chirac, Raffarin, Villepin, Sarkozy, le mouvement social a obtenu une victoire. Dès le début, les attaques menées par la droite ont été rejetées par le monde du travail et la jeunesse, des 17% de Chirac au premier tour de la présidentielle de 2002 au rejet de la constitution européenne en 2005, en passant par les raclées électorales ramassées par l'UMP aux régionales et européennes en 2004; mais surtout par des mouvements sociaux puissants, des salariés du public et du privé contre la réforme des retraites en 2003, de l'assurance-maladie en 2004, contre les privatisations (EDF, SNCM, RTM, SNCF) et les plans de licenciements, des intermittents du spectacle contre la réforme de leur système d'indemnisation-chômage, des chômeurs recalculés de l'UNEDIC, des étudiants contre la réforme LMD, des lycéens contre la loi Fillon et la répression, de la jeunesse des quartiers populaires contre ses conditions de vie et les discriminations, des immigrés Sans-papiers sous la menace d'expulsion... Plus personne ne peut nier que c'est l'écrasante majorité de la population qui a conscience d'être victime de cette restructuration capitaliste et qui la refuse dans sa globalité, la droite n'a donc aucune légitimité à gouverner.

Continuer à lutter

Mais si cette droite a bel et bien reculé en

remplaçant le CPE par des cadeaux fiscaux au patronat, et si Chirac et Villepin sortent carbonisés politiquement de ce mouvement et du scandale Clearstream, la remise en cause de nos acquis sociaux et de nos droits se poursuit: le CNE et la loi sur l'égalité des chances restent en place, la répression sur les militants du mouvement continue et les députés discutent déjà de la réforme du CESEDA. Les ministres et les députés de l'UMP sont toujours aux commandes de l'État, et ils n'ont pas renoncé à mettre en place les réformes que leur réclame le MEDEF, la résistance doit donc continuer. Sans attendre 2007, il faut virer le gouvernement, car on ne met pas fin à une politique en laissant au pouvoir ceux qui la mènent! De plus, Sarkozy qui a décidé de mener campagne sur le terrain raciste, sécuritaire et antisocial de l'extrême-droite met à profit sa présence au gouvernement pour se placer dans la surenchère réactionnaire qui l'oppose à Le Pen et De Villiers. Quand au PS, présenté comme la seule alternative électorale crédible, il est difficile de considérer que tous les contrats aidés précaires et spécifiques aux jeunes proposés par ses candidats potentiels au fil du mouvement, constituent une quelconque rupture avec la logique de précarisation du monde du travail et de la jeunesse à laquelle il a toujours participé.

Que Villepin succède à Raffarin, Sarkozy à Villepin ou la gauche à la droite, les politiques antisociales résistent aux individus qui les mettent en place, il n'y a aucune issue dans les institutions.

Étudiants-lycéens-travailleurs : solidarité !

La mobilisation contre le CPE et la loi sur l'égalité des chances a été l'occasion pour les étudiants et les salariés de se rencontrer et de tisser des liens dans la lutte.

À Toulouse les comités de lutte étudiants ont mis en place des commissions chargées de faire le lien entre les facs et les travailleurs. Cette volonté de se tourner vers les salariés vient d'une analyse assez simple: le CPE et le CNE attaquent le code du travail donc la riposte doit venir de l'ensemble du monde du travail.

Pour réaliser cette jonction entre étudiants et travailleurs nous avons d'abord bataillé au côté de la FSU et de SOLIDAIRES pour que les représentants des AG soient partie prenante des intersyndicales départementales, la CFDT et FO étant hostiles à notre présence et la CGT plutôt réservée.

La reconnaissance de nos cadres d'auto-organisation par les syndicats est l'un des principaux acquis de cette mobilisation. Dans la pratique nous avons pu cosigner les appels aux journées de mobilisation mais surtout nous avons pu peser à notre niveau sur l'orientation du mouvement.

Notre détermination a été un des moteurs de la mobilisation. Bien que nous n'ayons pas réussi à obtenir un appel clair à la grève générale au niveau

départemental, nous avons pu maintenir la pression pour que les syndicats ne se contentent pas simplement des temps forts mais aillent plus loin.

Un programme d'une semaine d'actions de blocages économiques a été élaboré par l'intersyndicale et les étudiants. Nous avons ainsi pu, au côté de syndicalistes de Solidaires de la CGT de la FSU ou de FO, bloquer des centres de tri de la Poste, les entrées d'AIRBUS, occuper une grande surface et un centre d'ap-



pel de Cégétel (cette occupation a permis aux salariés de faire valoir leur droit à l'heure d'information syndicale pour tenir une AG avec les étudiants et les syndicalistes présents).

Loin d'être anecdotiques, ces actions ont eu un écho médiatique important et ont

Après un mouvement historique Bil pers

Compter sur nos propres forces

Pour mettre un coup d'arrêt total à ces politiques que nous combattons depuis des années, il ne nous faut donc compter que sur nos propres luttes, en tirant les leçons du récent mouvement. S'il a pu vaincre, c'est grâce à sa prise en charge directe par les jeunes eux-mêmes, dans des cadres tels que des Assemblées générales, des comités de grève et une coordination nationale permettant au plus fort du mouvement à plus de 450 délégués mandatés de lui donner une stratégie alternative à

celle, suicidaire, de l'intersyndicale nationale. De plus, ces structures d'auto-organisation sont des lieux où on peut discuter de politique de manière générale, de tous les problèmes de la société, tout en ayant prise sur la situation. C'est pourquoi nous révolutionnaires, pensons que c'est par ces structures que passe le changement social, car nulle part ailleurs des lycéens, des étudiants, des travailleurs ou des chômeurs ne peuvent réellement prendre leur avenir en main.

Vincent, [LCR Angers]

Une nouvelle génération !

Toute notre génération, qui est la première à voir qu'elle aura plus de mal que ses parents, a pu constater l'importance de l'activité des jeunes dans les derniers combats nationaux et dans l'actualité: la lutte contre la réforme Fillon, contre le LMD, la lutte contre le CPE, ainsi que la révolte des banlieues. Cette dernière atteste de la paupérisation et de l'exclusion de plus en plus importante d'une partie de la classe ouvrière. Quant aux autres luttes, elles témoignent du refus des jeunes de se faire imposer les règles du marché mondial dictées dans l'intérêt du profit capitaliste. Le mouvement autour du CPE, s'il n'apporte pas d'acquis direct, explique son succès par la motivation et l'expérience acquises dans les combats antérieurs par les jeunes les plus motivés, à l'instar

de ce qui s'est passé en 68, mais la comparaison s'arrête là. Pourquoi aujourd'hui, toute une partie de la jeunesse ne s'est-elle pas encore plus politisée et radicalisée? En 68, de nombreuses guerres d'indépendances et de luttes armées contre l'impérialisme étaient en cours dans des pays voulant se libérer, et étaient des exemples directs pour cette génération. Durant le mouvement, nous avons pu voir combien l'aide qu'apportaient les militants était précieuse. Notre tâche durant un mouvement social est de combattre les discours timorés ou conciliateurs en son sein. S'il faut exiger d'abord des acquis sociaux, c'est pour gagner notre génération aux idées révolutionnaires.

Romain, [Boulogne-sur-Mer]

des impôts et dans les hôpitaux ont permis de poser directement la question du partage des richesses et de faire le lien avec des revendications plus sectorielles.

La nécessité de faire converger les luttes est devenue une évidence pour la plupart des travailleurs que nous avons rencontrés lors de ces différentes initiatives. Pour apporter une réponse à cette attente, nous avons tenté d'impulser une AG interpro. Elle a regroupé des étudiants, des précaires, et des syndicalistes de Solidaires, de la CNT et de la CGT de Thales.

Cette AG interpro a permis de réaliser le blocage d'un grand rond-point, situé devant les entreprises Siemens, Freescall et Thales, avec diffusion d'un tract commun. Mais l'interpro n'a pas permis de pallier à l'absence d'un appel à la grève reconductible.

Quoi qu'il en soit, toutes ces initiatives ont apporté beaucoup au mouvement. Nous avons prouvé aux travailleurs que la lutte pouvait payer. Le retrait du CPE est une première victoire que nous avons remportée ensemble étudiants-lycéens-travailleurs, première victoire qui en appelle beaucoup d'autres!

Sylvain, [Toulouse]

Les chiffres du mouvement

63 % des Français avaient de la sympathie pour le mouvement anti-CPE

70 % des Français étaient contre le CPE

82 % des jeunes étaient contre le CPE

24 % des Français font confiance à Jacques Chirac

20 % des Français font confiance à Dominique de Villepin (proche du record d'impopularité)

68 : le nombre de facs bloquées au plus fort du mouvement

144 : le nombre de délégations à la coordination nationale.

450 : le nombre de délégués à la coordination nationale.

850 : le nombre de lycées bloqués au plus fort

1500 : le nombre de lycées mobilisés dans le mouvement

3 millions : le nombre de manifestants les 28 mars et 4 avril... Du jamais vu depuis mai 68!

Plan & Perspectives

Démocratie et structuration du mouvement

Le rôle des Assemblées Générales n'est évidemment pas à négliger quant à l'organisation du mouvement. Sur les facs les AG ont rythmé et structuré la lutte en étant bien plus qu'un simple espace de débat: espace formateur tant par le fait que les étudiants se sont au fur et à

La coordination nationale a également élu des porte-parole chargés de répondre à la presse et de rencontrer les directions syndicales (unions départementales et confédérations). Ces portes paroles, réélus et révoqués chaque semaine, devaient rendre compte de leur activité à chaque coordination.



Au niveau local, des coordinations ont également été organisées fonctionnant sur les mêmes modalités que la coordination nationale. Ces structures au niveau local ont permis de créer un dynamisme commun entre les différentes facs et d'organiser des actions communes.

Caro, [Censier]

mesure sentis capables d'assurer une tribune, tant par les prises de parole en public, ou encore l'établissement d'un ordre du jour.

Les quelques règles des AG telles que le vote de l'ordre du jour, de la tribune, des différentes propositions étaient pour la plupart des étudiants un moyen de fonctionnement démocratique auquel ils n'avaient jamais été confrontés.

Les AG ont permis de mobiliser, de structurer le mouvement. Par exemple, à Censier, le comité de mobilisation a toujours tenu à faire une AG par jour, dans le but de faire venir les étudiants sur la fac. Les seuls jours où il n'y a pas eu d'AG, il n'y avait pas non plus grand monde à la fac.

Les liens interfac ainsi que la coordination du mouvement au niveau national ont été possible grâce à la tenue chaque semaine de la coordination nationale étudiante.

Cette instance qui se réunissait sur une ville différente chaque fois avait pour objectif de fédérer le mouvement au niveau national: journées de mobilisation, perspectives, revendications, échange d'info.

Les AG devaient chaque semaine élire des délégués en mandat impératif, semi-impératif ou libre, question qui a soulevé beaucoup de débat mais qui a au moins eu le mérite de souligner l'intérêt des étudiants d'instaurer un vrai système démocratique.

Les mandats ne parlaient pas en leur nom ou selon leur intérêt mais pour l'AG avec ces diversités qui les a mandatés. Les délégués avaient la charge de faire descendre les propos de la coordination dans chaque AG.

Bien que ces coordinations fussent longues, parfois plus de 30 heures de débat, et souvent énergiques, il n'en reste pas moins que cette manière de fonctionner permettait de fédérer le mouvement.



S'organiser aux JCR, pourquoi pas ?

Au sein des mouvements sociaux, une partie des personnes mobilisées se questionne sur le système dans lequel nous vivons, le remettent en cause et réfléchissent aux méthodes pour le changer. Lorsque ces mouvements se terminent, se pose la question de comment faire pour continuer à lutter, comment s'organiser face à ceux qui nous en mettent plein la gueule et qui, eux, sont organisés. Nous pensons que les JCR sont l'outil qui apporte les réponses à toutes ces questions.



Rester organisés après le mouvement

Militer dans une organisation politique permet de ne pas retomber dans la routine aliénante de la vie quotidienne à la fin d'un mouvement. Le fait d'avoir une structure collective nationale permet, grâce aux différentes sections, d'avoir une vision globale de la situation politique; cette structure, pendant le mouvement contre la « loi sur l'égalité des chances », nous a permis d'avoir une vision réelle de l'état de la mobilisation. Se réunir régulièrement et élaborer collectivement l'orientation à défendre au sein du mouvement a fait que nous avons pu avoir une cohérence au niveau national.

Militer en permanence

Être militant aux JCR c'est aussi et surtout intervenir au quotidien pour renverser le capitalisme en impulsant et en construisant des mobilisations. Nous luttons pour une société plus juste, débarrassée de toute

Refondation syndicale

La jeunesse vient de vivre un des plus gros mouvements depuis mai 68. La mobilisation contre le CPE et la précarité a considérablement modifié le visage des universités. C'est toute une génération qui vient de faire l'expérience de la lutte, de la confrontation avec l'État et la police, de la démocratie, de l'organisation de la lutte avec les assemblées générales, les coordinations...

La victoire sur la question du CPE est due à la combinaison de plusieurs facteurs: la massivité du mouvement, ses moyens d'action, à la fois le blocage des universités et des lycées et les manifestations de masses, mais aussi l'unité faite autour de cette question, que ce soit l'unité des étudiants, lycéens et salariés et les liens tissés entre nous, mais aussi l'unité des différentes organisations par-delà leurs divergences. Sur les universités, l'ensemble des organisations et des sensibilités politiques se retrouvaient en assemblées générales pour discuter et prendre des décisions.

Une partie des étudiants, qui ont fait l'expérience que la lutte paie, a la volonté de continuer à lutter. Effectivement le CPE est retiré mais les problèmes restent: le CNE, la loi sur l'égalité des chances, la précarité, la loi CESEDA, le LMD... Les jeunes qui ont participé au mouvement savent bien que pour gagner contre le gouvernement, il faut être organisés, discuter, se coordonner pour agir tous ensemble.

Aujourd'hui le paysage syndical sur les universités est un paysage divisé et assez faible. Sur certaines facs ce sont jusqu'à

5 ou 6 organisations syndicales qui se côtoient. Pourtant un syndicat devrait pouvoir regrouper l'ensemble des forces disponibles pour agir, les coordonner pour agir ensemble. Un syndicat devrait pouvoir remplacer les assemblées générales en dehors des mobilisations, une sorte d'assemblée générale permanente où l'ensemble des gens prêts à agir sur la fac discuteraient pour agir de manière plus efficace.

Un mouvement d'une telle ampleur dans la jeunesse devrait pouvoir ouvrir un processus de création d'une nouvelle structure syndicale regroupant l'ensemble des structures déjà existantes (notamment l'Unef) et qui permettrait d'offrir un cadre à l'ensemble des étudiants qui ont fait leur première expérience de lutte dans cette mobilisation et qui veulent continuer à lutter, une sorte de refondation syndicale.

Pendant trois mois de mouvement nous avons fait l'expérience d'un travail en commun, dès l'aube de la mobilisation avec la tenue d'intersyndicales et la création de collectifs unitaires qui ont été des outils efficaces pour lancer la mobilisation.

De plus une partie des noyaux militants du mouvement a du mal à se reconnaître dans les organisations syndicales étudiantes actuelles, soit du fait de l'attitude des directions syndicales pendant la mobilisation ou simplement par défiance vis-à-vis des organisations.

Il serait regrettable que cette nouvelle génération militante cesse d'agir ou qu'on aboutisse à la création d'une nouvelle structure à côté de celles déjà existantes, ce qui contribuerait à renforcer la division syndicale actuelle.

Mais en attendant, étant donné les enjeux qui nous attendent ces prochains mois (examens, loi CESEDA...) il faut dès maintenant convaincre un maximum de monde de s'organiser dans les structures déjà existantes, si possible dans le syndicat majoritaire.

Mathilde, [Nanterre]

oppression, de toute exploitation de l'être humain par l'être humain. Une société réellement démocratique où la production des richesses serait faite en fonction des besoins de la majorité et non plus pour les profits d'une minorité qui nous exploite.

Une solution: révolution !

Mais cette minorité ne lâchera pas le pouvoir, il faudra le lui prendre! Cela passe par l'organisation collective des opprimé-e-s pour renverser la société en place, pour faire la Révolution. L'idée de la Révolution n'est pas spontanée, dans les périodes de « calme social » elle est minoritaire, elle paraît « utopique ». Le rôle des révolutionnaires est, quelle que soit la situation, de défendre notre projet de société en expliquant que cela passera forcément par la Révolution; pour cela il faut être organisé-e même en dehors des périodes de mouvement.

Car la Révolution ne se pense pas seulement mais se fait, car les révolutionnaires ne démissionnent jamais, il faut être organisé-e aux JCR!

Ali, [Nanterre]

Les chiffres de la répression

900: c'est le nombre de lycées dans lesquels des pressions ont été explicitement exercées à l'encontre des élèves et de leurs parents pour empêcher toute participation aux manifs. Au lycée de Villefranche de Rouergues (12), le proviseur a même été jusqu'à inventer des textes de lois interdisant le droit de grève aux lycéens, dans une lettre aux parents. À Besançon, le recteur a fait savoir que les élèves bloqueurs devaient faire l'objet d'un signalement et d'une procédure disciplinaire.

4 000 à 5 000: le nombre d'interpellations durant les deux mois de mouvement, dont 2 000 à Paris... Ciblées nous dit-on ?

3 500: nombre de garde-à-vue dans le mouvement, dont 500 à Paris et 140 le 16 mars.

85: nombre de comparutions immédiates; merci aux lois Perben qui permettent une justice expéditive, sans préparation du procès et sans avocat garanti!

148: nombre de peines de prison ferme (32 à Paris, 9 à Toulouse), de 15 jours à 15 mois... La moyenne étant de trois mois. On note aussi plus de 180 peines de prison avec sursis.

Gaz CS:

Interdit dans plusieurs pays et reconnu comme pouvant entraîner de graves séquelles, voire tuer, ce gaz a été utilisé presque systématiquement par les forces de l'ordre, notamment sous forme de grenades lacrymogènes.

Sources:

Syndicat de la magistrature, UNL, Collectif d'assistance juridique Île de France - Ces chiffres sont des estimations, d'autant qu'il y a des procès tous les jours.

Ensemble contre la loi Sarkozy!

Deux ans après la dernière loi sur l'immigration, le gouvernement veut reformuler le code de l'entrée et de séjour des étrangers et des demandeurs d'asiles (CESEDA). En privilégiant une immigration « choisie » pour faire face à une immigration « subie », contre laquelle il faudrait lutter... Sarkozy prépare un avenir sombre pour les résidents étrangers... Seront « acceptables » en France les étrangers perçus comme nécessaires pour l'économie, la personne humaine et sa situation personnelle devenant secondaires et ses droits restreints. Les seuls à vraiment « subir » l'immigration sont les candidats à l'exil, poussés par la pauvreté et l'instabilité politique de leur pays. Acceptés pour leurs bras ou leurs compétences, le résultat sera le même: ces femmes et ces hommes seront de la main-d'œuvre

à bon marché, très ciblée, expulsable à n'importe quel moment. On sélectionnera les migrants: les plus qualifiées seront les bienvenus pour leur utilité!

Mobilisation unitaire



Déjà plus de 460 organisations, réunies dans le collectif Unis contre l'immigration jetable, dénoncent le texte de Nicolas Sarkozy. Le 29 avril, nous étions des dizaines de milliers à manifester dans toute la France pour faire barrage à ce projet! Fait exceptionnel, une cinquantaine d'organisations chrétiennes

ont également lancé un appel contre ce projet de loi! Il faut que la mobilisation augmente crescendo. Le prochain rendez-vous sera le 13 mai. Il faut absolument faire obstacle à ces lois libérales, xénophobes et ultra-répressives. Nous pouvons gagner: la victoire sans précédent contre le CPE, nous donne un avant-goût sur le potentiel de mobilisation. Enfin durant le mois d'Avril aux États-Unis, ont eu lieu des manifestations monstres d'immigrés Latinos. Ils s'opposent au projet de loi qui durcit leur situation aux States. Cela a donné suite à une journée d'action le 1er Mai: grève générale et boycott à la consommation, pour démontrer le poids économique des Latinos! Affaire à suivre et à méditer!

Hanane, [Saint-Denis]

Une pétition en ligne sur le site: www.contreimmigrationjetable.org peut être (doit être) signée.

Seconde Marche des Indigènes de la République le 8 mai

Le Mouvement des Indigènes de la République est un mouvement autonome qui se bat contre le postcolonialisme de la République et pour l'égalité réelle, tout court, pour tous-toutes, « issues » ou non de la colonisation. Le combat

et le racisme républicains sont tels que les droits humains élémentaires leur sont refusés, interdits. Comme au temps fort des colonies, les indigènes qui se sont révoltés avec force en octobre-novembre derniers ont été réprimés, assiégés, emprisonnés dans le cadre d'une loi d'exception, d'un État d'ur-



des Indigènes de la République se base sur le constat de la permanence du traitement colonial d'une partie de la population vivant en France, d'où le nom d'« indigènes ». Ce nom reprend le terme adressé aux colonisés, qui étaient des indigènes pour les colonisateurs, pris dans un régime d'exception, avec des droits au rabais, « interdits de », etc. Aujourd'hui, les Noirs, les Arabes, les Musulmans, les habitants des quartiers, bref les descendants des colonies, anciennes et actuelles (DOM-TOM) restent des indigènes dans la République, c'est-à-dire des gens exclus, stigmatisés et discriminés à l'intérieur même d'un pays. Les soi-disant valeurs de la République n'existent pas lorsqu'il s'agit de ces indigènes. Le post-colonialisme

est réservé à cette partie de la population. L'État répond à la révolte par la répression, la loi pour l'Égalité des Chances, le CESEDA, qui renforce les dispositifs législatifs racistes antérieurs. Le Mouvement des Indigènes de la République est un mouvement qui ne veut pas accepter plus longtemps de subir toutes ces injustices, inégalités, traitements inhumains. Il entend répondre par le combat déterminé de tous ceux et toutes celles qui partagent leur révolte. La Deuxième Marche des Indigènes de la République le 8 mai est un événement politique fort dans le rapport de forces contre notre État raciste et injuste.

Céline, [Nanterre]

Tous coupables!

Coupable d'être gay au lycée

Quand on crie « Sale pédé, va crever du SIDA! » en plein cours, à un lycéen de 16 ans qui ne cache pas son homosexualité... C'est la victime des insultes qui est virée! C'est ce qui s'est passé au lycée privé cours La Fayette à Paris. Le lycéen, Martin, est allé se plaindre au directeur de l'établissement qui lui a répondu « C'est de ta faute, tu n'as que ce que tu mérites. Tu n'as pas à afficher ta sexualité. » Comme si les hétéros, eux, la cachaient! En tout cas, depuis, Martin n'est plus admis en cours. Il va porter plainte. Plusieurs associations anti-homophobie ont investi le lycée pour dénoncer cette inadmissible attitude discriminatoire.

Coupables d'être jeunes à Montfermeil

Le maire de Montfermeil (93), Xavier Lemoine (ancien villériste passé à l'UMP) a interdit le mois dernier aux jeunes de 15 à 18 ans de circuler à plus de trois dans le centre-ville. Le FN n'aurait pas imaginé pire! Dans la périphérie, les quartiers populaires, les jeunes sont victimes de la police et de l'absence de toute structure de loisirs... Dans le centre-ville, ils sont proscrits. Vous avez dit apartheid social?

Coupables d'être grévistes à la Sorbonne

Alors que les cours reprennent, le rectorat de Paris a établi une liste noire des étudiants qui ont participé au mouvement, notamment aux AG et à l'occupation de la Sorbonne. Ceux qui se trouvent sur la liste ne peuvent plus accéder à leur université. Alors que la répression s'abat sur les militants du mouvement, la Sorbonne essaye à sa manière de dissuader tout le monde de faire grève... Original.

Coupables d'être étrangers dans les Préfectures

Le 21 février dernier, les Ministères de la Justice et de l'Intérieur publiaient une circulaire « relative aux conditions de l'interpellation d'un étranger en situation irrégulière, garde à vue de l'étranger en situation irrégulière, réponse pénale. »

Il s'agit d'un véritable piège pour les immigrés: ceux-ci peuvent recevoir une convocation à la Préfecture en vue de leur régularisation et être accueillis... Par la Police, qui les interpellera! Cela marche également à leur domicile, dans les locaux d'associations, dans les foyers et résidences collectives et jusque dans les blocs opératoires des hôpitaux! À chacun ses poisons d'avril...

Loi raciste

Quarante ans après les immigrations d'ouvriers d'Europe et des colonies, les entreprises pourront ainsi exploiter les qualifications et compétences afin de répondre à leurs seuls besoins. C'est le MEDEF qui va être content! Hier les critères pour « choisir » un bon Esclave (mais aussi un bon ouvrier), c'étaient des critères d'endurance, des qualités physiques. Aujourd'hui ce sont les diplômés qui déterminent... Le pillage sera ciblé; après les ressources naturelles, ce sont les « cerveaux » qu'on vole! La précarité gagne du terrain, nous avons ralenti son avancée en faisant sauter le CPE. La cause de cette

Journée mondiale contre l'homophobie

Le 17 mai aura lieu la seconde journée mondiale contre l'homophobie. Cette journée est appelée par l'ensemble des associations LGBT (lesbiennes, gays, bi et transsexuelles) afin de coordonner au niveau mondial des actions contre l'homophobie.

L'homosexualité est condamnée par la loi dans 80 États, allant jusqu'à la peine de mort en Iran, en Afghanistan ou encore en Arabie Saoudite. En Guyana et en Ouganda, elle est punie de la prison à perpétuité. Elle est pénalisée dans des pays musulmans, mais aussi des pays chrétiens comme le Nicaragua ou Porto Rico et européens comme la Bosnie (à majorité chrétienne, catholique ou orthodoxe).

Mais en France, il existe aussi des problèmes d'homophobie. Quatre associations LGBT (SOS homophobie, le SNEG, Act Up-Paris et le Groupe Action Gay et Lesbien-Loiret (GAGL)) ont récemment dénoncé l'augmentation du nombre d'agressions physiques: multiplication par 6 entre 2000 et 2004! Cela ne prend pas en compte ceux qui n'osent pas porter plainte, car cela suppose d'assumer son homosexualité devant la police, ses proches, etc. Mais la hausse des plaintes prouve que plus de gens sont prêts à l'assumer, ce qui s'explique par les actions contre l'homophobie.

Cette année la journée mondiale contre l'homophobie sera axée vers le monde du travail: actions, diffusions de tracts, parfois en liens avec des syndicats et organisations politiques locales.

Samir et JB, [Nanterre]

Pour connaître les actions organisées dans votre ville ou fac, rendez vous sur le site de la journée mondiale. http://www.idahomophobia.org/article.php3?id_article=102

Villiers – Le Pen: deux visages pour un même racisme

Bataille à l'extrême droite! Après Mégret, le challenger oublié, c'est au tour de Villiers, le chevalier vendéen, de doubler Le Pen sur sa droite. Concurrence même en librairie, entre Marine Le Pen, l'héritière légitime et le fou du Puy, qui sortent chacun un livre. La première y dévoile ses ambitions présidentielles et y défend « la lutte contre le communautarisme » comme prioritaire. Le second y révèle à quel point que « la France est menacée par l'Islam. » Il passe d'ailleurs en jugement le 18 mai au tribunal de Bobigny, pour ses ignobles propos, considérant que « l'Islam est le terreau de l'islamisme et l'islamisme est le terreau du terrorisme. »

Mais Villiers continue d'inciter à la haine, notamment en déclarant: « Je pense qu'il y a des musulmans modérés, c'est même



l'immense majorité. Je ne crois pas qu'il y ait un islam modéré. [...] Je crois que l'Islam n'est pas compatible avec la République. » Amusant de la part d'un catho intégriste qui compare l'avortement à la Shoah et l'homosexualité à la chienlit. La surenchère, sur le dos des musulmans et plus largement de ceux qui sont issus des pays anciennement colonisés, dans un contexte de « guerre sans limite » de Bush et de « choc des civilisations » est la nouvelle stratégie de l'extrême droite.

Qu'ils aient le visage de Villiers ou de Le Pen, le racisme et le fascisme ne visent qu'à nous diviser et à nous détourner des luttes unitaires. Que ce soit par l'un ou par l'autre, ils ne passeront pas!

JB, [Nanterre]

Pour un service public de l'électricité, sans nucléaire !

Environ 25 000 manifestants antinucléaires se sont rassemblés à Cherbourg le samedi 15 avril pour manifester contre la mise en place du réacteur nucléaire EPR et l'enfouissement des déchets radioactifs. Y furent présentes des organisations écologistes (Réseau Sortir du Nucléaire, Confédération Paysanne, Collectif Stop-EPR, Greenpeace...), politiques (Les Verts, Les Alternatifs, Alternative Citoyenne, la Ligue Communiste Révolutionnaire, Alternative Libertaire et la Fédération Anarchiste) et syndicales (SUD, CNT).

Risques d'accidents aux conséquences

gravissimes, effets de la radioactivité sur la santé, production de déchets hautement nocifs à très long terme, difficultés de démantèlement des centrales, pollution de l'eau indispensable au refroidissement des réacteurs, production d'armes nucléaires... Les raisons de sortir du nucléaire ne manquent pas, et la privatisation d'EDF et l'ouverture complète du marché de l'électricité à la concurrence en 2007 accentuent ces risques.

Mais dans la société capitaliste, le nucléaire tient une place centrale et motrice. On ne peut combattre le nucléaire civil et militaire sans combattre la société qui l'a produit. Parce que le nucléaire est une source d'énergie inouïe

et parce qu'il a une capacité de destruction énorme, l'industrie nucléaire impose ses intérêts économiques et militaires à tous les niveaux de l'État et de la société. La sortie du nucléaire impose donc une autre vision des rapports humains, ainsi qu'une organisation de la société basée sur des pratiques antiautoritaires et autogestionnaires : face à l'impasse inéluctable que constitue la dépendance aux énergies non-renouvelables, aux matières premières épuisables, aux déchets ingérables, d'autres énergies et donc une autre société s'imposent : des énergies renouvelables et non-polluantes, une société écologiquement res-



pensable et en rupture radicale avec le productivisme et la logique du profit.

Kévin, [Metz]

L'impasse de la voie Royal

La question de la campagne présidentielle de 2007 s'est invitée lors du mouvement contre le CPE, chaque parti mettant en avant son projet pour répondre à la « crise » exprimée à travers cette lutte. Dans ce contexte a commencé à s'imposer au sein du PS la candidature de Ségolène Royal. Faute de pouvoir proposer une alternative aux politiques libérales, le PS a opté pour une incarnation « formelle » de la rupture : une candidature féminine représenterait en elle-même un gage de changement. Ce formalisme masque en fait l'absence d'alternative politique et permet d'assurer la continuité du projet libéral.

Car à y regarder de plus près, celle qui clame en réponse à ses détracteurs que « [son] projet sera socialiste », annonce par ailleurs qu'elle ne défera « pas pour le plaisir ce qu'a fait la droite », ou qu'« avoir la nostalgie des 'valeurs traditionnelles' ne vaut pas fascination des cervelles et même trouver qu'il y a 'trop d'immigrés' ne signifie pas consentir à leur discrimination ». Rien d'étonnant alors à ce que cette admiratrice

de Blair, à la fois boucher des Irakiens et fossoyeur des droits des travailleurs anglais, défende moins un projet 'socialiste' que social-libéral et social-chauvin en gardant intact l'essentiel des réformes accomplies par la droite. Politiquement, le PS peine à dissimuler le fait que derrière le masque de Ségolène se dessine une version du libéralisme teintée du label « social », qui ne ferait que préparer le retour d'une droite encore plus dure.



Cependant, malgré un programme lamentable et le fait que de nombreux travailleurs ne considèrent plus depuis longtemps que le PS défende leurs droits, le vote PS risque d'apparaître à une large échelle comme le meilleur outil pour « battre la droite ». Pourquoi ? Parce qu'après la rage accumulée par tant d'années de recul sous les coups des gouvernements de droite, de nombreuses couches de la population ont exprimé un fort désir de changement qui s'est manifesté tantôt dans les luttes, tantôt dans les urnes, quand les luttes n'aboutissaient pas (régionales et européennes de 2004, constitution européenne...). Aussi, la pression du « vote utile », alimentée par l'ombre encore pesante du 21 avril 2002, peut constituer pour de nombreux travailleurs le moyen le plus sûr de se débarrasser directement de la droite – le « tout sauf Sarkozy » risque fort de ressembler au « tout sauf Bush » des dernières élections US.

Loin de constituer une adhésion aveugle au projet « socialiste », la concentration des voix sur le PS risque d'être perçue

comme un « moindre mal » ; et d'autant plus en l'absence d'une direction alternative capable de cristalliser le désir de changement exprimé par les travailleurs et de susciter suffisamment de confiance pour convaincre durablement que défendre les intérêts de la majorité de la population est incompatible avec un projet libéral, même teinté de social.

La continuation des mesures antisociales par le PS, s'il est élu, risque fort de démoraliser de nombreux travailleurs si leurs luttes ne trouvent pas d'expression politique, ce qui peut avoir une incidence négative sur la détermination et la confiance qui s'exprimeront dans les luttes. C'est pourquoi il est crucial de regrouper dès à présent les travailleurs, et bien au-delà de la perspective de 2007, autour d'un projet politique alternatif au libéralisme, une nouvelle force politique de lutte capable d'unifier le camp des travailleurs et d'être le porte-voix des intérêts de ces derniers, tant dans les luttes sociales que dans les luttes politiques, dans la rue comme dans les urnes.

Ambre et Cédric, [Censier]

À France Soir, bientôt le grand soir ?

La grève change les gens... Ainsi en est-il des journalistes de France Soir. Avalant depuis des années des couleuvres, acceptant des lignes éditoriales franchement réactionnaires et la censure des actionnaires, ils ont fini par en avoir assez. La reprise du journal par le journaliste sportif Olivier Rey et le promoteur immobilier Jean-Pierre Brunois, accompagnée d'un plan de licenciements pour passer de 112 à 51 salariés, est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Après la publication d'un numéro spécial « Résistance », les salariés occupent les locaux et animent un blog : www.francesoirenlutte.com

Parisot bohème

« Le travail, comme l'amour est précaire », a déclaré Laurence Parisot, présidente du MEDEF. « Il est très difficile, voire très douloureux, de se séparer, pour l'employeur et le salarié. Ne devrait-on pas inventer un mode de séparation par consentement mutuel, comme pour le divorce depuis 1975 ? » Ajoutait-elle dans La Croix. Parle-t-elle du patron d'Accor, Jean-Marc Espalio, qui empoche 12 millions d'euros d'indemnités de départ ? Pour lui, la « séparation » n'est pas si insurmontable.

Ca fait plaisir !

Le 3 mai, les prud'hommes de Nantes ont condamné La Poste à verser plus de 33 000 euros d'indemnités à deux anciens employés qui avaient contracté 133 CDD en 30 mois pour le premier et 96 CDD en trois ans pour le second, sans jamais rétribuer les heures supplémentaires entre les CDD. Les deux contrats précaires sont donc transformés en CDI l'entreprise verse aujourd'hui des indemnités supplémentaires au titre du paiement de ces heures non rémunérées ainsi que des congés payés et une indemnité de « licenciement sans cause réelle et sérieuse ». Reste que des dizaines de milliers de personnes sont encore victimes de ces abus de la part de La Poste... Et qu'est-ce que ça doit être dans une entreprise privée ?

Un nouveau boulet à l'UMP

Sarko était déjà l'idole des stars ringardes (Faudel, Michel Sardou, Didier Barbelivien) et des acteurs de Neuilly (Christian Clavier, Jean Reno...), mais il compte désormais dans son parti une recrue de choix : Steevy du Loft ! La Star pourra lui donner des conseils sur la manière d'enfermer des gens et de les surveiller 24 heures sur 24, de leur plein gré !

Leur politique n'est pas une fatalité Construction des collectifs anti-libéraux

ves sociales et égalitaires contre la dynamique néolibérale. Ce « Non » qui ne remettait pas en question l'investissement français au sein de l'Union Européenne mais qui voulait encore croire à une Europe solidaire au service de la totalité de son peuple.

Le mouvement contre la précarité prouve l'urgence de trouver ensemble des propositions fortes. Ainsi, il est essentiel que nous nous réunissions pour discuter et s'investir dans le projet

d'écriture d'une Charte anti-libérale proposé par les collectifs du 29 mai. Cette Charte, discutée en mai lors des Assises Nationales des collectifs, sera le résultat d'une réflexion commune et devra aboutir à des propositions concrètes.

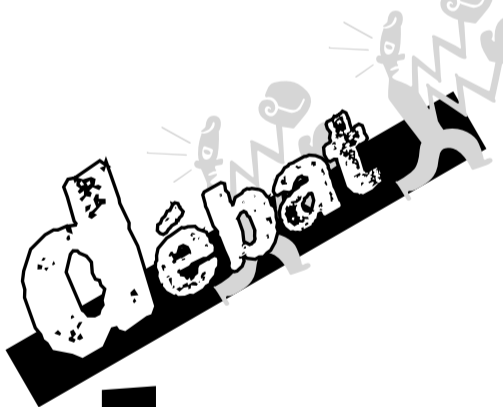
Nous désirons marquer la frontière entre les politiques libérales et les politiques anti-libérales et cela afin de construire un nouveau pôle politique.

C'est en ce sens qu'un collectif, ins-

piré des collectifs du 29 Mai se constitue en ce moment sur la fac de Saint-Denis afin de concrétiser des propositions alternatives au libéralisme et de mener le combat. Nous avons discuté de la Charte et nous participerons aux Assises Nationales. De nombreux étudiants issus du mouvement participent à ce collectif : syndiqués, non-syndiqués, membres ou non d'associations ou d'organisations politiques. Nous préparons la projection d'un documentaire (« La décennie Menem ») qui retrace la réalité sociale, politique et économique en Argentine jusqu'à la révolte de 2001 contre les politiques libérales du FMI qui aura lieu le 18 mai à la fac.

Le rendez-vous du 13 mai va être l'occasion d'adopter une ébauche de la Charte. Cette date doit être vue comme un point fixant notre volonté et notre détermination à poursuivre le combat. Au delà même de cette date, nous devons continuer à approfondir cette dynamique et inviter toute personne sur nos facs, nos lycées, nos quartiers, à faire d'elle la sienne.

Adelise et Sarah, [Saint-Denis]



Les politiques libérales veulent assouvir leur fantasme de pouvoir. Depuis de nombreuses années, ces politiques mettent à mal la perspective sociale du partage des richesses. La course au pouvoir, aux profits est ridicule ! Tout ça est scandaleux ! C'est avec nos vies qu'ils jouent !

Il s'agit d'un recul de civilisation où les droits de chacun sont sans cesse remis en question au profit du capital. Notre société souffre des politiques libérales et nous avons un besoin urgent de résistance, de transformations sociales. C'est ce qui s'exprime dans chaque mouvement social !

Le mouvement contre le CPE, le CNE et la loi sur l'égalité des chances a été une continuation du « Non » à la Constitution Européenne. Ce « Non » qui marquait la volonté d'un peuple à réaffirmer son besoin d'alternati-

Démocratie socialiste :

**« C'est nous
qui produisons,
c'est nous
qui décidons ! »**



Leur démocratie et la nôtre...

Des assemblées générales en comités d'occupation, de commissions en coordination nationale, les jeunes en mouvement viennent de faire l'expérience de l'auto-organisation dans la lutte. Pendant le mouvement, s'est révélée l'opposition fondamentale entre la démocratie directe et la mascarade pseudo-démocratique de la classe dirigeante (utilisation du 49.3, recours aux référendums contre le blocage...).

Beaucoup se demandent ce que pourrait être une société véritablement démocratique. Pour nous, c'est une société dont les membres décident collectivement et démocratiquement des grands choix économiques, sociaux, écologiques. Il faut rompre pour cela avec le capitalisme, avec le pouvoir absolu de l'argent et du marché. Défendre cela, c'est vouloir pousser jusqu'au bout le principe de l'auto-organisation défendu pendant le mouvement !

Appropriation sociale et planification

Si les grands moyens de production, d'échanges, de financement et de communication restent sous la coupe de la propriété privée, alors la société ne peut gérer démocratiquement les grands choix économiques. L'appropriation sociale de ces grands moyens est indispensable.

ses modes d'organisation et de gestion. Ce sont les travailleurs qui gèreraient l'économie, au niveau des entreprises et à l'échelle du pays, au travers de leurs conseils et assemblées élus.

L'appropriation publique n'est donc pas synonyme d'étatisation bureaucratique et centraliste. Une planification autogestionnaire de la production en fonction des besoins sociaux doit tendre à réduire les décisions centrales aux grandes priorités, à distribuer autant que possible les compétences au niveau local et sur les lieux de travail.

La démocratie ne doit pas s'arrêter aux portes des entreprises !

Une perspective d'autogestion socialiste ne vise pas seulement à remettre en cause l'exploitation capitaliste. Elle récuse tous les discours selon lesquels les choix économiques, qui sont des choix de société, relèvent des compétences d'experts et de technocrates. Les citoyens et les travailleurs sont capables de juger ce qui relève de leur propre bien-être. Ils connaissent mieux que quiconque leurs propres besoins, l'organisation du travail, les moyens de production. Leur droit de décider est un principe de base de l'autogestion socialiste.

L'organisation de la production doit

relever d'abord de leur responsabilité collective. Mais bien des choix nécessitent un débat politique, économique, social, technologique que le seul horizon d'une entreprise ne permet pas de prendre en compte et qui concernent tous les travailleurs et tous les citoyens.

L'égalité des droits et le suffrage universel sont, comme acquis de « l'émancipation politique », un élément clé de toute démocratie. Le multipartisme doit être garanti. Toutefois, une démocratie socialiste autogestionnaire multiplierait les formes d'organisation en vue de gérer démocratiquement l'ensemble de la



Lénine à St Petersburg

Le socialisme autogestionnaire vise à émanciper le travail et s'émanciper du travail. Émanciper le travail implique que la force de travail ne soit plus une marchandise soumise aux fluctuations du marché : le droit à l'emploi doit être un droit reconnu par la société à tous ses membres. Cela implique également une transformation du travail par l'égalité homme/femme, le dépérissement de l'organisation hiérarchique, le décloisonnement de la division rigide du travail grâce à une qualification supérieure et polyvalente. Seule une telle transformation peut stimuler le sens des responsabilités individuelles et collectives, mobiliser des ressources insoupçonnées d'ingéniosité et d'innovation.

Quels organes de pouvoir ?

Chaque expérience historique majeure a inventé de nouvelles formes de pouvoirs populaires (comités, conseils ou soviets, communes, assemblées populaires...). Il serait vain d'inventer sur le papier le détail de l'organisation d'un nouveau pouvoir démocratique. Il est en revanche nécessaire d'en définir les grandes lignes. Une démocratie autogestionnaire devrait combiner la mobilisation et l'auto-organisation des citoyens et des producteurs — décisives — avec des formes d'organisation permettant de gérer l'ensemble des aspects de la vie économique, sociale et politique.

société (assemblée, comité d'entreprise, d'école, de quartier).

Dans ses fondements, cette démocratie vise donc à représenter réellement les citoyens et les producteurs, selon le principe « un homme/une femme égale une voix », à travers un système d'assemblées élues à la proportionnelle, au niveau central comme local, et sur les lieux de travail. En cas de conflit entre ces assemblées, le dernier mot revient au peuple, sur la base du suffrage universel.

Une démocratie socialiste autogestionnaire devrait aussi lutter contre « les dangers professionnels » du pouvoir en développant des formes de responsabilité et de révocabilité des élus par leurs mandants, en limitant le renouvellement des mandats électifs et en plafonnant le salaire de l'élu au niveau d'un salarié qualifié. Elle devrait promouvoir une réelle égalité politique entre individus, en particulier entre hommes et femmes. Elle devrait développer les formes de contrôle des mouvements populaires sur les assemblées, à travers des comités de quartier, des assemblées de travailleurs etc.

Dimitri, [Metz]



Assemblée générale à Nanterre

Cette appropriation publique peut prendre des formes différentes. C'est au « peuple souverain » de déterminer les diverses formes de cette propriété publique comme

mobiliser l'intelligence le savoir faire des travailleurs, étendre leur formation et leur capacité à la gérer ou à contrôler la gestion. La gestion quotidienne d'une entreprise et l'organisation du travail devraient

1968 et la révolution sexuelle: que reste-t-il de nos plaisirs?

Dans le mouvement contre le CPE, on a beaucoup réentendu parler de 1968 avec un parallèle entre les deux mouvements. Les événements de 1968, plus grande grève ouvrière de l'histoire de France (9 millions de grévistes pendant 3 semaines), méritent une autre lecture que celle d'une révolte d'adolescents petits bourgeois jetant des pavés dans le quartier latin. Néanmoins, la dimension socioculturelle de ce mouvement, mérite également une lecture moins caricaturale et plus critique.

Les mouvements de libération des années 1960

1968 ne se réduit pas à la « révolution sexuelle ». D'ailleurs 1968 ne se réduit pas à 1968. Cette date est plus le symbole d'une période, à partir des années 1960 jusqu'aux années 1970, pendant laquelle le système capitaliste mondial, après environ trente années de « glorieuse » croissance, est entré en crise et a été sérieusement remis en cause.

Cela s'est traduit par l'accentuation et l'accélération de la lutte de classe à l'échelle internationale. Lutttes de libération nationale, mouvements antiguerre et anticolonialiste, mouvements étudiants, mouvements « autonomes » des Noirs, des femmes, des Indiens; grèves générales, etc.

La remise en cause du pouvoir politique et de la société dans son ensemble s'est souvent exprimée par la remise en cause des valeurs mêmes de cette société, notamment en ce qui concerne les questions de sexualité et de comportement sexuels.

La « révolution » sexuelle qui apparaît alors, sous le signe du plaisir et de la joie, se traduit dans les faits par une approche plus ouverte de la sexualité, même s'il agissait moins d'un complet abandon des attitudes sexuelles préexistantes que d'une libéralisation (notamment de la parole et du discours) des mœurs sexuelles. Et au-delà de la vision un peu « baba cool » du phénomène, la libération sexuelle dans les années 1960 a été appréhendée de manière souvent très politique, que ce soit dans la nom-

breuse littérature qui a fleuri sur le sujet à cette époque (et un peu avant aussi), mais aussi dans la pratique militante et les revendications politiques qui étaient aussi portées dans le mouvement.

D'hier à aujourd'hui

La pilule, le droit à l'avortement, la visibilité et la « reconnaissance » des mouvements homo, la réhabilitation de l'érotisme, l'apparition « sur la scène publique » (si l'on peut dire) de pratiques sexuelles jusque-là jugées « anormales » ou « déviantes » (masturbation, sexualité de groupes, sexe oral, sodomie etc.) : la libération sexuelle portée par les mouvements des années 1960 a permis de conquérir un certain nombre de droits et de libertés non négligeables. Mais elle n'a pas renversé la domination masculine et n'a donc pas empêché une récupération sexiste et machiste parfois très violente des revendications et des pratiques.

Mais plus fondamentalement, la libération sexuelle a rapidement été confisquée et instrumentalisée par l'idéologie

dominante. À partir des années 1980 on assiste à un retour à l'offensive des classes dirigeantes avec le néolibéralisme. C'est une offensive idéologique conservatrice et réactionnaire avec le retour dans les discours des « valeurs » traditionnelles fortes comme la famille, le mariage, la virginité. Mais dans le même temps se développe un discours assez agressif d'injonction à la (sur) consommation et de (sur) exposition sexuelle comme marque d'une prétendue « libération » assumée, mais qui reprend en fait tous les stéréotypes sexistes et machistes qui aliènent autant les femmes que les hommes.

Aujourd'hui comme hier, la révolution sexuelle reste à l'ordre du jour. C'est en s'appuyant sur les avancées des années 1960, mais surtout en approfondissant les questions autour de la sexualité et de ses diverses facettes, des plaisirs aux contradictions, que nous pourrions nous réapproprier cette dimension importante de notre émancipation, individuelle et collective.

Danièle, [Sorbonne]

V pour vendetta

Dans une Angleterre totalitaire du XXI^e siècle, un homme se dresse devant le gouvernement, et entraîne tout un peuple vers l'insurrection. Le haut chancelier a accédé à un poste qu'il a lui-même créé, une sorte de dictateur institutionnel, élu grâce à une campagne sécuritaire, qui promet à chacun la sécurité, à condition d'obéir aveuglément au régime. Un régime qui placarde partout des affiches « l'union fait la force, la foi fait l'union », qui impose un couvre-feu aux habitants, et dont la milice, « le doigt », se permet tous les pires crimes. V pour vendetta nous présente le scénario d'un soulèvement populaire contre le fascisme, où



V espère que ses actions terroristes finiront par entraîner la chute du régime. Il pirate la seule chaîne de télé et appelle la population à un rassemblement devant le Parlement, un an jour pour jour, après son annonce. Les gens viennent alors par milliers, de façon autonome, puisque toute forme d'organisa-

tion politique est impensable, et V fait sauter le Parlement. Le scénario suppose donc la capacité du peuple à s'auto organiser, arrivant tous du même pas devant le parlement, en connaissance du risque mortel de s'opposer au régime. Cette action est juste dans l'absolu, mais en dehors d'un plateau de cinéma elle devient utopiste.

Alors que le chancelier a donné l'ordre de tirer sur toute personne se trouvant devant le parlement le 5 novembre, une force extraordinaire pousse tout un peuple à suivre un homme au visage masqué, super-héros révolutionnaire, dont la seule visibilité est ses actions terroristes.

C'est beau, c'est romantique, mais ça reste bien loin de la réalité. Des régimes totalitaires, il en existe aujourd'hui, et bien que ce scénario nous plaise, il n'en reste pas moins que sans organisation, le mouvement reste à l'état de rébellion chaotique stérile.

Leslie, [Jussieu]

TCHOUSSKY ET LA REPRESSION



Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que **d'une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous !
Prenez contact !

- Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (du 29 juillet au 3 août en Italie)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total: euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

- Je veux commander :
- brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
 - carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Téléphone
e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Rencontres internationales de jeunes

Une nouvelle génération pour renverser le capitalisme!

Du 29 juillet
au 4 août 2006
À Pérouse
en Italie

Nous venons de vivre un mouvement d'une ampleur historique, en termes de radicalité, de massivité, de durée, de structuration démocratique, de lien avec les travailleurs... Et, assez logiquement, ce mouvement fait surgir de nombreuses questions politiques.

Pourquoi les gouvernements veulent-ils casser les contrats de travail? Comment empêcher les patrons et leurs gouvernements de nous reprendre nos acquis sociaux? Comment approfondir les liens entre les luttes de la jeunesse et celles des travailleurs? Comment passer d'une lutte défensive sur le CPE, la LEC et le CNE, à une lutte offensive pour gagner de nouvelles avancées sociales? Comment lutter contre l'État, qui passe des lois contre la ma-

rité de la population, et réprime ceux qui contestent? Quel projet de société opposer aux projets des classes dirigeantes?

Dans le mouvement, nous avons commencé à trouver des débuts de réponse. Mais c'est difficile de prendre le temps de résoudre ces problèmes entre les blocages, AG, manifs, actions... Pourtant, on se rend bien compte que nous avons besoin de trouver des réponses, et donc de prendre le temps de discuter: nous devons comprendre le monde pour le transformer!

C'est pour répondre à ce type de besoin qu'un camp international de jeunes est organisé chaque été, par les JCR, la LCR, et la 4e Internationale (regroupement mondial d'organisations révolutionnaires, auquel appartient la LCR).

Il s'agit d'une semaine de débats et de

fêtes, avec quelque 500 jeunes militants, sympathisants, ou curieux, venus de toute l'Europe, mais aussi des Philippines, du Venezuela, du Brésil, du Mali, d'Afrique du Sud...

Le but est d'échanger sur la situation politique et les luttes dans nos pays respectifs, apprendre des stratégies des autres, leur expliquer les nôtres (et dans de nombreux pays, la demande est plutôt forte pour apprendre des grévistes français!)

C'est aussi l'occasion de prendre le temps, pour comprendre le fonctionnement du système capitaliste, les relations entre pays impérialistes et pays dominés, l'origine des préjugés racistes, sexistes, homophobes, le bilan du stalinisme et de son effondrement...

Pour mener tous ces débats en profitant de la présence de camarades d'autres pays, il y a un système de traduction simultanée (assuré par des militants bilingues).

Ce camp est en même temps un espace d'échange et de discussion politique, et un lieu pour mettre en pratique nos idées. Même si une semaine, c'est un peu court pour construire une autre société, c'est suffisant pour expérimenter des rapports sociaux libérés des contraintes quotidiennes: exploitation, concurrence, pression, retard, agressivité... C'est un lieu où sont bannis les comportements sexistes, homophobes, racistes... Toutes les tâches à effectuer pendant le camp sont réparties collectivement entre tous les participants: ménage, bouffe, SO, bar... La semaine est



rythmée par les débats, les films, les fêtes... De plus, il existe une monnaie interne au camp, qui permet de ne pas reproduire les inégalités qui existent entre les différents pays. Le taux de change est différent selon le pays d'origine, ce qui permet qu'on paye une bière en fonction du pouvoir d'achat de chaque pays (et non au prix français quand on vient de Pologne par exemple...).

Bref, c'est une semaine pour faire le plein de débats et d'expériences, et revenir à la rentrée avec encore plus de rage et d'efficacité contre ce système!

Il suffit de renvoyer un coupon ou de voir un militant, et de payer 20 euros d'arrhes (le reste du paiement peut être échelonné). Inscrivez-vous vite!

Haim, [Nanterre]



PROGRAMME DU CAMP 2006 (en Italie du 29 juillet au 4 août)

ATELIERS (10h30- 12 heures)

Dimanche: Luttes étudiantes / Écologie

- Le rôle de l'éducation dans le capitalisme
- Auto-organisation et démocratie dans le mouvement anti-CPE
- Répression des mouvements sociaux
- Différentes formes d'organisations étudiantes
- Le processus de Bologne / LMD
- Énergies alternatives et sortie du nucléaire
- La privatisation de l'eau

Lundi: Femmes

- Femmes et précarité
- Luttes féministes (avortement, pilule du lendemain...)
- Les femmes dans les révolutions
- Le rôle de la famille
- Le trafic d'êtres humains et comment le combattre au niveau international
- La pornographie
- Pourquoi et comment l'auto-organisation des femmes
- Femmes, religion et mouvements sociaux

Mardi: Antifascisme / Antiracisme

- La révolte des banlieues
- Malcolm X et Black power
- Politiques européennes d'immigration et comment les combattre
- Le nationalisme
- Les nouvelles stratégies de l'extrême droite
- Qu'est ce que le fascisme?
- L'idéologie coloniale
- Répression ou légalisation des drogues

LGBT

- Racisme et homophobie
- La révolution sexuelle

- La philosophie queer: importance et limites
- Différentes formes d'organisation dans le mouvement LGBT (Panthères Roses...)
- Le mariage homosexuel

Mercredi: International

- Venezuela
- La question nationale dans l'État Espagnol
- L'impérialisme français en Afrique
- Palestine et Hamas
- La guerre au Moyen Orient
- La situation aux Philippines
- Logiciels libres et copyrights
- Boycott et commerce équitable

Judi: Travail et précarité

- Propositions sur le salaire socialisé
- Précarité et flexibilité: quelles réponses des révolutionnaires?
- Les attaques antisyndicales: ex. de Connex
- Le syndicalisme aujourd'hui
- Les délocalisations en Europe, effets négatifs sur les travailleurs (ex. de SEAT)
- La grève générale comme stratégie révolutionnaire
- Bolkestein

Vendredi: Histoire, stratégies et perspectives

- Histoire de la 4e Internationale et du trotskisme
- Alliances électorales, regroupement à gauche au Danemark et en Allemagne
- Notre vision de la démocratie socialiste
- L'État et la violence
- 1968 - 1977: le « Mai rampant » italien, relation Partis/mouvements
- Le tournant à gauche en Amérique Latine
- La Révolution espagnole
- 1921: la fondation du Parti Communiste Italien

COMMISSIONS PERMANENTES: 15 h - 16 h

Étudiants, Antiracisme, Afrique, Théâtre de rue

FORMATIONS: 18 h - 19h30

Dimanche: Étudiants et précarité
Lundi: Oppressions et capitalisme
Mardi: Classe ouvrière et conscience de classe
Jeudi: Parti et mouvements sociaux
Vendredi: Réforme ou Révolution?

MEETINGS: 21 h - 22h30

Samedi:
Meeting d'ouverture:
1. La répression des mouvements sociaux de la jeunesse
2. Présentation du camp
3. Le mouvement anti-CPE
4. Bilan du FSE d'Athènes
5. Le mouvement étudiant italien

Dimanche:

Meeting: Luttes écologiques et contre les privatisations
1. Le capitalisme détruit la planète
2. 20 ans après Tchernobyl
3. No TAV
4. Les « Robins des bois » contre la privatisation d'EDF

Lundi:

Meeting: Mouvements féministes et LGBT
1. Actualité du combat des femmes
2. Luttes LGBT et droit au mariage
3. Combattre les oppressions dans l'entreprise
4. Présentation de la fête non mixte

Mardi:

Meeting: Les révolutionnaires et la gauche anticapitaliste
1. PRC (Italie)
2. RESPECT (GB)
3. PSOL (Brésil)
4. LCR (Fr: Olivier Besancenot)
5. Présentation de la fête LGBT

Mercredi:

Meeting: Résistance internationale contre l'impérialisme et la guerre
1. Actualité et stratégie de l'impérialisme
2. Venezuela: un peuple anti-impérialiste
3. Le mouvement anti-guerre, et l'armée européenne
4. Combattre l'impérialisme US aux Philippines

Jeudi:

Meeting: La Révolution au XXIe siècle
1. Le contrôle ouvrier au Venezuela, une alternative au capitalisme
2. Sur la question du pouvoir et de l'État
3. Notre projet de société

Vendredi:

Meeting de clôture

Programme de l'Espace Femmes: 12 h - 13 h

Dimanche: présentation de l'espace et de la fête non mixte
Lundi: préparation de la fête, et atelier sur les techniques de pouvoir
Mardi: AG: le poids de la religion, l'anticléricalisme
Mercredi: AG: luttes et stratégies féministes
Jeudi: Assemblée Femmes et LGBT, rôles et relations de pouvoir
Vendredi: bilan de l'espace

Programme de l'Espace LGBT: 13 h - 14 h

Dimanche: présentation de l'espace
Lundi: Intolérance face à la diversité, le queer
Mercredi: PACS
Jeudi: commercialisation et politisation du mouvement LGBT
Vendredi: LGBT Pride

Pour s'inscrire aux RIJ

Nom: Prénom:

Adresse:

Âge: Tél.:

e-mail:

Je paie dès maintenant (au moins 20 euros): euros
J'ai besoin de transports collectifs pour partir de (ville):

À renvoyer à: JCR, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
Pour toute info: 01 48 70 42 30, jcr@jcr-red.org